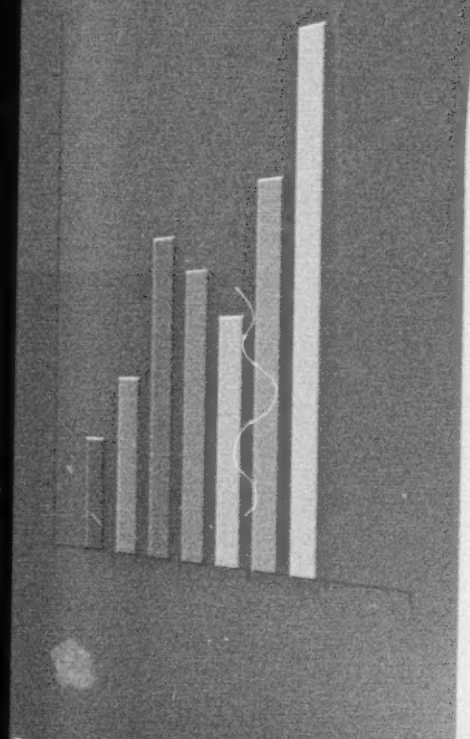
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

ÉCONOMIE



Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec

Édition 2013

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et archives Canada
Bibliothèque et archives nationales du Québec
1er trimestre 2014
ISBN 978-2-550-60587-4 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Janvier 2014

AVANT-PROPOS

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition annuelle des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*. Cette publication décrit, à l'aide des statistiques de la comptabilité nationale, l'évolution, au Québec, des principales variables macroéconomiques depuis 2007.

Les données exprimées en termes réels le sont à l'aide de la méthode des indices en chaîne ou des indices Fisher. Cette méthode produit la mesure la plus précise de la variation, du volume, de la croissance du produit intérieur brut et de ses composantes; elle rend également possible la comparaison avec les *Comptes économiques nationaux du Canada et des États-Unis* qui utilisent également cette méthode.

Cet ouvrage des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2013*, est composé de quatre chapitres. Le premier donne d'abord un aperçu du contexte économique international, puis il analyse l'évolution, en 2011 et en 2012, des principales variables des comptes économiques à partir des tableaux statistiques.

Le deuxième chapitre est composé de quatorze tableaux consolidés contenant les données relatives au produit intérieur brut, au revenu disponible des ménages, à la demande intérieure, à la consommation, à l'investissement, à l'épargne des ménages, etc. Le troisième chapitre fournit des renseignements sur la production intérieure brute par activité économique. Enfin, au quatrième chapitre apparaissent les données sur les administrations publiques.

Deux annexes méthodologiques, qui décrivent le cadre général de la comptabilité économique, les sources et les particularités des différents tableaux, complètent l'ouvrage.

Cette publication fournit des estimations qui servent de repères pour les autres rapports que l'Institut de la statistique du Québec produit, en particulier celui qui présente les estimations trimestrielles des principaux agrégats des *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*.

Nous considérons que ce document de référence se révélera fort utile aux personnes intéressées par l'évolution de l'économie du Québec.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement «**qualité**» de l'Institut de la statistique du Québec.*

Cette publication a été réalisée sous la coordination de :	Jean-François Fortin, économiste
Avec la collaboration de :	Réjean Aubé et Richard Barbeau, économistes
Avec l'assistance technique de :	Virginie Lachance
Direction des statistiques économiques :	Pierre Cauchon, directeur
Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :	Direction des statistiques économiques Institut de la statistique du Québec 200, chemin Sainte-Foy, 3e étage Québec (Québec) G1R 5T4 Téléphone : 418 691-2411 Télécopieur : 418 643-4129 Site Web : www.stat.gouv.qc.ca Courrier électronique : economie@stat.gouv.qc.ca

Note aux lecteurs :

Les agrégats des comptes économiques annuels présentés ici peuvent différer de ceux des comptes économiques trimestriels, ces derniers étant produits selon un processus de mise à jour continue des données. Ainsi, toute nouvelle information est intégrée, au rythme des trimestres, aux divers tableaux des comptes, afin de mieux refléter l'évolution récente de l'économie du Québec.

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Signes conventionnels

–	Néant ou zéro
..	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
...	N'ayant pas lieu de figurer
p	Donnée provisoire
x	Donnée confidentielle

Symboles

$	Dollar
k	Millier
M	Million
G	Milliard
n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage

Table des matières

Chapitre 1	La situation économique en 2011 et en 2012	9
	Le contexte économique international	11
	Le produit intérieur brut selon les revenus	14
	Le produit intérieur brut selon les dépenses	15
	La production de biens et services	17
	La provenance et l'utilisation du revenu des ménages	17
	Compte courant des ménages	18
	Les recettes et les dépenses courantes du secteur public	19
Chapitre 2	Les tableaux sommaires	21
Chapitre 3	La répartition industrielle du produit intérieur brut	37
Chapitre 4	Les tableaux supplémentaires sur les administrations publiques	43
Annexe 1	Cadre général des comptes économiques	59
Annexe 2	Sources et particularités	65

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE 1 LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN 2011 ET EN 2012 9

1.1 Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2011 et 2012 12
1.2 Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2011 et 2012 13
1.3 Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2008-2012 16

CHAPITRE 2 LES TABLEAUX SOMMAIRES 21

2.1 Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 2007-2012 23
2.2 Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 2007-2012 24
2.3 Produit intérieur brut réel, Québec, 2007-2012 25
2.3A Produit intérieur brut aux prix de 2007, Québec, 2007-2012 26
2.4 Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel, Québec, 2007-2012 27
2.5 Indices implicites de prix, produit intérieur brut, Québec, 2007-2012 28
2.6 Contribution en pourcentage à la variation des indices implicites de prix, Québec, 2007-2012 29
2.7 Compte courant - Ménages, Québec, 2007-2012 30
2.8 Rapport entre le revenu intérieur brut, le revenu intérieur brut et net aux prix de base, le revenu primaire des ménages, le revenu disponible des ménages et l'épargne nette des ménages, Québec, 2007-2012 31
2.9 Produit intérieur brut réel, revenu intérieur brut réel, taux de change réel et termes de l'échange Québec, 2007-2012 32
2.10 Dépenses de consommation finale des ménages détaillées, Québec, 2007-2012 33
2.11 Dépenses de consommation finale des ménages détaillées aux prix de 2007, Québec, 2007-2012 34
2.12 Provenance du revenu des ménages, Québec, 2007-2012 35
2.13 Utilisation du revenu des ménages, Québec, 2007-2012 36

CHAPITRE 3 LA RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT 37

3.1 Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 2007-2012 39
3.2 Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 2007-2012 40
3.3 Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 2007-2012 41
3.4 Revenu mixte net, agricole et non agricole, loyers compris, par activité économique, Québec, 2007-2012 42

CHAPITRE 4 LES TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES 43

4.1 Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 2007-2012 45
4.2 Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 2007-2012 46
4.3 Recettes et dépenses courantes de l'administration provinciale, Québec, 2007-2012 47
4.4 Recettes et dépenses courantes des administrations locales, Québec, 2007-2012 48
4.5 Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 2007-2012 49
4.6 Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 2007-2012 50
4.7 Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 2007-2012 51
4.8 Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 2007-2012 52
4.9 Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 2007-2012 53
4.10 Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 2007-2012 54
4.11 Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2007-2012 55
4.12 Subventions des administrations publiques, Québec, 2007-2012 56
4.13 Transferts entre administrations publiques, Québec, 2007-2012 57

LISTE DES FIGURES

CHAPITRE 1 LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN 2011 ET EN 2012 9

1.1 Taux de croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés, 2008-2012 14
1.2 Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2008-2012 15
1.3 Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2007-2012 16
1.4 Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2008-2012 18
1.5 Taux de croissance du revenu disponible des ménages, en termes réels, Québec, 2008-2012 19

Chapitre 1

La situation économique en 2011 et en 2012

Chapitre 1
La situation économique en 2011 et en 2012

Au Québec, en 2013, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel ralentit au deuxième trimestre (– 0,7 %) à la suite d'une croissance de 0,3 % au premier trimestre. Sur une base cumulative, après deux trimestres, la croissance en 2013 s'établit à 0,9 %. Sur une base annuelle, la croissance du PIB réel ralentit pour une deuxième année consécutive en 2012 pour se situer à 1,5 %, alors que les croissances de 2010 et 2011 avaient respectivement atteint 2,3 % et 1,8 %. Au Canada, la croissance cumulative après deux trimestres est 1,4 % en 2013, à la suite d'une croissance de 2,5 % de 2011 et de 1,7 % en 2012. La croissance canadienne du PIB réel enregistrée en 2012 est la plus faible observée depuis la récession de 2009. En 2012, l'économie du Québec représentait 19,7 % de l'économie canadienne en termes réels, soit légèrement plus qu'en 2007 (19,5 %).

L'évolution économique au Québec en 2012 est largement influencée par la croissance de l'investissement des entreprises et, dans une moindre mesure, de la croissance des dépenses de consommation finale des ménages. La croissance est toutefois entravée par le recul du solde du commerce extérieur international, qui réduit considérablement la croissance du PIB réel, quoique l'effet négatif sur la croissance du PIB réel s'amoindrisse pour une deuxième année consécutive. Il s'agit néanmoins de la cinquième année consécutive pour laquelle le solde du commerce extérieur entrave la croissance du PIB réel. Concernant la demande intérieure finale, elle est en croissance en 2012 (+ 2,0 %), soit une cinquième croissance consécutive. La croissance de la demande intérieure finale ralentit après deux trimestres en 2013 (+ 0,8 %), dont une décroissance de 0,7 % au deuxième trimestre.

La création nette d'emploi[1] passe de + 38 500 en 2011 à + 30 800 en 2012, puis à + 53 300 emplois après 10 mois en 2013. Le taux de chômage est par ailleurs plutôt stable, se situant à 7,8 % en 2011 et 2012, et à 7,7 % au cumulatif pour 2013. La croissance de la population active s'accélère après 10 mois en 2013 (+ 1,2 %), après avoir crû de 0,8 % en 2011 et en 2012.

La progression du revenu disponible des ménages, exprimée en termes réels[2], continue en 2012 (+ 1,4 %), et ce, pour une cinquième année consécutive. Après le premier semestre de 2013, le revenu disponible des ménages en termes réels croît de 1,5 % sur une base cumulative. Le taux d'épargne personnelle passe de 2,9 % en 2011 à 3,1 % en 2012, alors qu'il s'élève à 2,8 % après deux trimestres en 2013.

Le contexte économique international

Les pays de l'OCDE[3,4]

Dans les 34 pays membres de l'OCDE pris globalement, la croissance ralentit en 2013, suivant une croissance de 1,9 % en 2011 et de 1,5 % en 2012. Selon les estimations pour 2013, la croissance devrait s'élever à 1,2 % par rapport à 2012. Le portrait selon les pays est plutôt bigarré en 2012 : on constate une croissance dans 22 pays, une décroissance dans 11 pays, alors que l'économie française fait du surplace. Les croissances les plus prononcées en 2012 s'observent au Chili (+ 5,6 %), au Mexique (+ 3,8 %) et en Australie (+ 3,7 %), alors que les plus forts replis sont enregistrés en Grèce (– 6,4 %), au Portugal (– 3,2 %) et en Slovénie (– 2,5 %).

Sur le marché des changes, le dollar américain prend de la valeur par rapport à l'euro en 2012, après s'être déprécié en 2011. Ce faisant, le dollar américain atteint un niveau pour la dernière fois atteint en 2006 par rapport à l'euro. Le dollar américain reste plutôt stable en 2011 et en 2012 par rapport au dollar canadien, au yen japonais et au dollar australien, alors qu'il s'apprécie légèrement en 2012 par rapport à la livre sterling.

En Amérique du Nord, pour une troisième année consécutive, c'est au Mexique que la croissance est la plus vigoureuse, avec une croissance de 3,8 % en 2012, légèrement plus faible qu'en 2011 (+ 4,0 %). Aux États-Unis, la reprise se raffermie en 2012, avec une croissance de 2,8 % en 2012, soit un point de pourcentage de plus qu'en 2011, alors qu'au Canada, la croissance ralentit pour une deuxième année consécutive. L'inflation diminue au Canada et aux États-Unis, mais augmente au Mexique pour atteindre 4,1 %. Le taux de chômage recule dans les trois économies en 2012, atteignant 8,1 % aux États-Unis, 7,2 % au Canada et seulement 5,0 % au Mexique, bien en deçà de la moyenne de l'OCDE (8,0 %).

1. Les données sur l'emploi, le chômage et la population active sont arrondies au millier le plus près.
2. L'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages sert à dégonfler cette variable.
3. Organisation de coopération et de développement économiques (2013). *Perspectives économiques de l'OCDE*, Paris, OCDE, vol. 89, mai.
4. Id. (2013). *Principaux indicateurs économiques*, Paris, OCDE, septembre.

En Asie, la croissance reprend au Japon en 2012, après une année de récession en 2011 (– 0,6 %). L'inflation est nulle en 2012, suivant une déflation de 0,3 % en 2011, et le taux de chômage est très bas, à 4,4 %. En Inde, on observe deux replis prononcés de la croissance du PIB réel, qui est passée de 11,2 % en 2010 à 3,8 % en 2012, accompagnés de taux d'inflation de 8,9 % en 2011 et de 9,3 % en 2012. Une situation similaire au niveau de la croissance est observée en Corée, avec une croissance de 2,0 % en 2012 comparativement à 6,3 % en 2010, mais les taux d'inflation sont beaucoup plus près de la moyenne de l'OCDE. La croissance se modère également en Chine, malgré que celle-ci demeure élevée en 2012 (7,8 %), tandis que l'inflation se replie à 2,6 % (5,4 % en 2011).

Tableau 1.1
Quelques indicateurs économiques, pays du G7, 2011 et 2012

Pays		PIB en volume	Inflation	Chômage
		Variation en %		Taux en %
États-Unis	2011	1,8	3,2	9,0
	2012	2,8	2,1	8,1
Japon	2011	– 0,6	– 0,3	4,6
	2012	2,0	0,0	4,4
Allemagne	2011	3,3	2,1	6,0
	2012	0,7	2,0	5,5
France	2011	2,0	2,1	9,6
	2012	0,0	2,0	10,3
Italie	2011	0,4	2,8	8,4
	2012	– 2,4	3,0	10,7
Royaume-Uni	2011	1,1	4,5	8,0
	2012	0,2	2,8	7,9
Canada	2011	2,5	2,9	7,5
	2012	1,7	1,5	7,2

Source: OCDE, *Principaux indicateurs économiques, septembre 2013*

En Europe, l'économie est en récession dans la zone euro, avec une décroissance de 0,6 % du PIB réel en 2012, suivant des croissances de 2,0 % et de 1,5 % en 2010 et 2011. La Grèce est durement touchée : elle demeure en récession pour une troisième année consécutive, et le chômage atteint 24,3 %. Le Portugal (– 3,2 %), l'Italie (– 2,4 %) et l'Espagne (– 1,6 %) sont également en récession, qui s'accompagne de taux de chômage très élevés : 25,1 % en Espagne et 15,9 % au Portugal (moyenne de la zone euro : 11,4 %). Toujours en Europe, mais hors de la zone euro, la croissance continue de faiblir au Royaume-Uni, passant de 1,7 % en 2010 à 0,2 % en 2012, accompagnée d'un taux de chômage de 7,9 % en 2012 (l'inflation est à 2,8 %). En Turquie, la croissance diminue abruptement en 2012 (+ 2,2 %), suivant des croissances de 9,2 % en 2010 et de 8,8 % en 2011. Le chômage est stable, légèrement au-dessus du seuil de 8,0 %, alors que l'inflation est élevée, à 8,9 % en 2012.

Ailleurs dans le monde, la Fédération de Russie croît de 3,4 % en 2012, un deuxième ralentissernent de la croissance consécutif. L'inflation diminue, pour s'établir à 5,1 % (8,4 % en 2011). Au Brésil, l'inflation diminue également, passant de 6,6 % en 2011 à 5,4 % en 2012, alors que la croissance du PIB réel se situe à 0,9 % en 2012 (7,5 % en 2010 et 2,7 % en 2011).

L'économie États-unienne

Aux États-Unis, en 2012, le PIB nominal atteint 16 244,6 G$, en hausse de 4,6 % par rapport au niveau de 2011. En termes réels, le taux de croissance du PIB est de 2,8 % en 2012, après des croissances de 2,5 % en 2010 et de 1,8 % en 2011. Sur une base trimestrielle, la croissance du PIB réel est positive depuis le deuxième trimestre de 2011, quoique l'intensité a diminué à la fin de 2012 et au début de 2013, avant de reprendre de la vigueur (2,5 % au deuxième trimestre et 3,6 % au troisième selon l'estimation revisée).

Dans ce contexte, la croissance de l'investissement du secteur privé se raffermit en 2012, surtout dans le secteur résidentiel. La croissance des dépenses personnelles de consommation ralentit, alors que la décroissance des dépenses des administrations publiques se poursuit pour une deuxième année consécutive, et le solde négatif du commerce extérieur persiste, malgré la croissance des exportations.

L'investissement du secteur privé en capital fixe augmente de 9,5 % en 2012, suivant une croissance plus faible en 2011 (+ 4,9 %). La bonne performance de l'investissement privé en 2012 se traduit par des hausses dans le secteur non résidentiel (+ 7,3 %) et résidentiel (+ 12,9 %). Pour le secteur résidentiel, il s'agit de la première reprise solide depuis 2005 : la croissance a été atone en 2011, suivant cinq années de décroissance consécutive. Dans le secteur non résidentiel, la plus forte croissance est celle des ouvrages non résidentiels, en croissance de 12,7 %, la plus forte croissance depuis 2007, alors que la croissance de l'investissement en machines et matériel croît moins rapidement pour une deuxième année consécutive. L'investissement privé est également en croissance pour les trois premiers trimestres en 2013.

Les dépenses personnelles de consommation augmentent de 2,2 % en 2012 (+ 2,5 % en 2011 et + 2,0 % en 2010). Ces trois années de croissance font suite à deux années de diminution consécutive en 2008 et en 2009. La reprise la plus prononcée s'observe dans les dépenses liées aux biens durables, lesquelles croissent de 7,7 % en 2012, une

troisième année consécutive où les dépenses en biens durables augmentent de plus de 6,0 %. Les dépenses personnelles de consommation sont également en croissance au cours des trois premiers trimestres de 2013.

Les dépenses des administrations publiques, en volume, diminuent de 1,0 % en 2012, comparativement à – 3,2 % en 2011 et + 0,1 % en 2010. La décroissance s'explique par un repli de l'ensemble des composantes, à l'exception des dépenses du gouvernement fédéral non relatives à la défense. Les dépenses des États et des gouvernements locaux diminuent pour une troisième année consécutive.

Tableau 1.2
Principaux indicateurs économiques, Québec, Canada et États-Unis, 2011 et 2012

Indicateur	Québec		Canada		Etats-Unis	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Variation en %						
Produit intérieur brut aux prix du marché (dollars enchaînés)	1,8	1,5	2,5	1,7	1,8	2,8
Dépenses de consommation finale des ménages en biens et services (dollars enchaînés)	1,9	1,2	2,3	1,9	2,5	2,2
Logements mis en chantier	-5,8	-2,1	2,1	10,8	3,7	28,1
Revenu personnel disponible (dollars enchaînés)	2,3	1,4	2,4	2,5	2,4	2,0
Rémunération des salariés (dollars courants)	5,2	3,7	5,3	4,5	3,9	4,0
Indice global des prix à la consommation	3,0	2,1	2,9	1,5	3,2	2,1
Emploi total	1,0	0,8	1,6	1,2	0,6	1,9
Taux en %						
Taux de chômage (annuel)	7,8	7,8	7,4	7,2	8,9	8,1
Taux cible de financement à 1 jour (fin d'année)	1,0	1,0	1,0	1,0	...	...
Taux cible des fonds fédéraux (fin d'année)	...	...	...	...	0,25	0,25

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Banque du Canada.
Société canadienne d'hypothèques et de logement
U.S. Bureau of economic Analysis.
U.S. Bureau of Labor Statistics.
U.S. Census Bureau.
U.S. Federal Reserve Board.

Les exportations totales de biens et services, exprimées en termes réels, augmentent en 2012 (+ 3,5 %). Il s'agit d'une deuxième année consécutive de diminution de la croissance : elle était de 11,5 % en 2010 et de 7,1 % en 2011. Les importations augmentent pour leur part de 2,2 %, croissance également plus modérée que les deux années précédentes. Cependant, au deuxième et au troisième trimestre de 2013, la croissance des échanges internationaux semble se raffermir.

Dans ces conditions, le déficit de la balance commerciale extérieure en valeur nominale diminue légèrement à – 547,2 G$ en 2012, en comparaison à un déficit de 568,7 G$ en 2011. Le solde du commerce de biens est négatif en 2012 (– 759,4 G$), en comparaison à – 761,0 G$ en 2011, alors que le solde du commerce de services vient réduire le déficit de la balance commerciale, avec un solde positif de 212,2 G$ en 2012, en comparaison à 192,3 G$ de surplus en 2011.

Après avoir reflué quelques années jusqu'à un niveau de 4,6 % en 2006 et en 2007, le taux de chômage repart à la hausse en 2008 pour culminer à 9,6 % en 2010, avant de redescendre à 8,9 % en 2011 et à 8,1 % en 2012. En octobre 2013, le taux de chômage augmente légèrement par rapport à septembre pour s'établir à 7,3 %, quoique la tendance de 2013 indique clairement une baisse du chômage. Enfin, l'indice global des prix à la consommation (IPC) progresse de 3,2 % en 2011 et de 2,1 % en 2012, après avoir diminué de 0,4 % en 2009, ce qui ne s'était pas vu depuis 1955 (– 0,4 %).

L'économie canadienne

Le PIB nominal au Canada s'élève à 1 820,0 G$ de dollars en 2012, en croissance de 3,4 % par rapport au niveau de 2011. En termes réels, le PIB croît de 1,7 % en 2012, suivant une augmentation de 2,5 % en 2011. La demande intérieure, exprimée en termes réels, croît pour sa part de 2,3 % en 2012 après avoir crû de 2,4 % en 2011.

L'évolution de l'économie canadienne en 2012 est stimulée par une croissance des dépenses de consommation finale des ménages, davantage dans l'achat de services que de biens, ainsi que par la croissance de l'investissement des entreprises. La hausse est toutefois entravée par le solde négatif de la balance commerciale, qui augmente en 2012. Après deux trimestres, en 2013, le déficit commercial du Canada se résorbe un peu, mais demeure élevé.

Les dépenses personnelles de consommation en biens et services, exprimées en termes réels, croissent de 1,9 % en 2012, suivant une croissance de 2,3 % en 2011 et de 3,5 % en 2010. La croissance des dépenses en biens durables augmente en 2012 (+ 2,6 % en 2012 et + 1,8 % en 2011), alors que celle des biens semi-durables diminue (+ 2,9 % en 2011 et + 2,1 % en 2012). Les dépenses en biens non durables croissent pour leur part de 0,7 % en 2012 (+ 1,2 % en 2011), tandis que les dépenses personnelles de consommation en services augmentent de 2,2 %, comparativement à 2,8 % en 2011.

Après une forte croissance en 2010 (+ 11,7 %), la croissance de l'investissement des entreprises en capital fixe ralentit en 2011 (+ 7,0 %) et en 2012 (+ 5,3 %). L'investissement en bâtiments résidentiels augmente de 6,1 %, suivant une faible croissance en 2011 (+ 1,6 %). L'investissement en ouvrages non résidentiels des entreprises croît un peu plus fortement (+ 6,9 %) après deux années de forte croissance (+ 17,3 % en 2010 et + 12,9 % en 2011). Les investissements en machines et matériel des entreprises augmentent de 5,2 %, après deux années de croissance dépassant le seuil de 8,0 %.

La croissance des dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services, en termes réels, est plutôt faible en 2011 et en 2012, avec des croissances de 0,8 % et 1,1 % respectivement. L'investissement des administrations publiques augmente faiblement en 2012 (+ 0,5 %), suivant une décroissance de 7,0 % en 2011, qui faisait elle-même suite à deux années de fortes croissances (+ 9,3 % en 2009 et + 10,5 % en 2010).

Le taux de change du dollar canadien, par rapport au dollar américain, affiche une moyenne annuelle de 1,0111 $ US en 2011 et de 1,0004 $ US en 2012. Après 10 mois en 2013, le dollar canadien s'échangeait en moyenne contre 0,9760 $ US.

Après une longue phase de diminution entre 1993 (11,4 %) et 2007 (6,0 %), le taux de chômage s'établit à 7,4 % en 2011 et à 7,2 % en 2012. En termes cumulatifs après 10 mois en 2013, le taux de chômage se situe à 7,1 %. Pour sa part, la création nette d'emploi est positive en 2011 (+ 265 200 emplois), en 2012 (+ 201 500 emplois) et après 10 mois en 2013 (+ 237 900 emplois). Finalement, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 2,9 % en 2011 et de 1,5 % en 2012. Après 10 mois en 2013, l'IPC augmente de 1,0 %.

Le produit intérieur brut selon les revenus

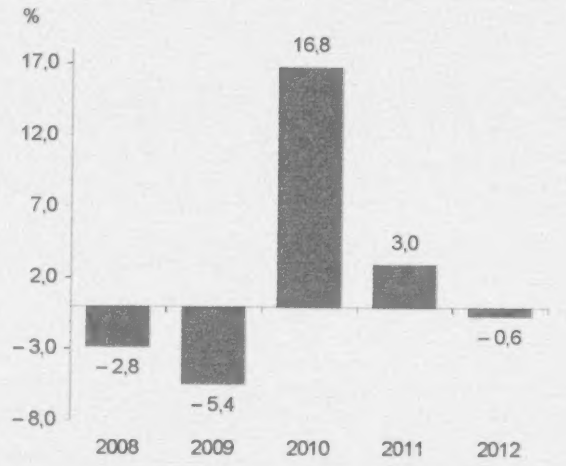
Le PIB nominal du Québec, exprimé aux prix du marché, s'accroît de 3,6 % en 2012 pour atteindre 357,9 milliards de dollars, comparativement à 345,3 G$ en 2011 (+ 4,7 %). Le produit intérieur brut, exprimé aux prix de base, croît pour sa part de 3,3 % en 2012 pour atteindre 333,8 G$, suivant une croissance de 4,5 % en 2011.

Les composantes du produit intérieur net aux prix de base

La rémunération des salariés, représentant 51,5 % du PIB nominal en 2012, augmente de 3,7 % par rapport à 2011 pour s'établir à 184,4 G$. Il s'agit d'une croissance supérieure à celle du PIB pour une deuxième année consécutive. Par ailleurs, la croissance de l'emploi est positive en 2012 au Québec (+ 30 800 emplois), suivant une croissance de 38 500 emplois en 2011. Le taux de chômage a été stable en 2011 et 2012 à 7,8 %.

L'excédent d'exploitation net des sociétés diminue de 0,6 % pour s'établir à 47,9 G$ en 2012. Il s'agit du premier repli depuis ceux observés en 2008 et 2009. Le revenu mixte net des entreprises individuelles est quant à lui en progression de 4,7 %, suivant une croissance de 5,6 % en 2011. Pour ces deux années, la croissance est principalement attribuable à la progression du revenu des loyers des ménages (+ 5,9 % en 2012), pour atteindre 13,5 G$.

Figure 1.1
Taux de croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés, 2008-2012



Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux.*

Les autres composantes

Les impôts indirects nets sur les produits et les importations s'élèvent à 24,1 G$, en croissance de 7,9 %, une troisième année consécutive où la croissance de cette composante du PIB croît de plus de 7,0 %. La consommation de capital fixe s'élève pour sa part à 53,7 G$, soit une croissance de 5,2 %. Il s'agit de la plus forte croissance pour cette composante depuis 2009.

L'importance relative des composantes

La rémunération des agents économiques, mesurée par le produit intérieur net aux prix de base, croît de 3,0 % en 2012 pour atteindre 78,3 % du PIB. Il s'agit d'un deuxième ralentissement consécutif de la croissance de cette composante. La rémunération des salariés, principale composante du PIB en termes de revenus, compte pour 51,5 %, suivie de la consommation de capital fixe (15,0 %) et de l'excédent d'exploitation net des sociétés (13,4 %). Viennent ensuite les impôts nets sur les produits et les importations (6,7 %) et sur la production (5,2 %). Finalement, on retrouve le revenu mixte net des entreprises individuelles non agricoles (4,2 %), le revenu des loyers des ménages (3,8 %) et le revenu mixte net agricole (0,2 %).

Le produit intérieur brut selon les dépenses

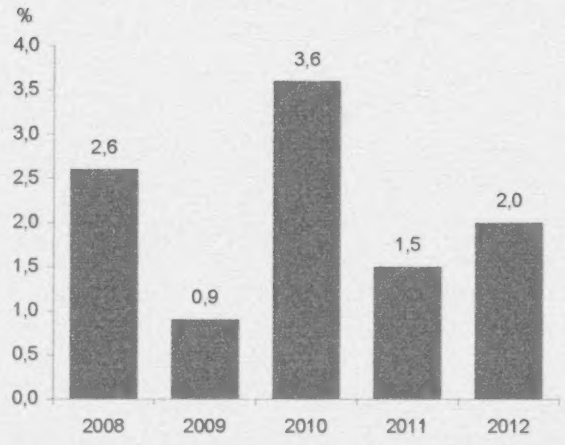
La demande intérieure finale

La demande intérieure finale en dollars courants croît de 4,2 % en 2012, passant de 363,4 G$ en 2011 à 378,8 G$ en 2012. En termes réels, la demande intérieure finale croît de 2,0 % (figure 1.2), soit une croissance supérieure au PIB réel (+ 1,5 %). Depuis 2007, la croissance de la demande intérieure finale en termes réels a toujours été supérieure à la croissance du PIB réel, excepté en 2011.

Les dépenses personnelles de consommation

En hausse nominale de 2,9 % en 2012, les dépenses de consommation finale des ménages s'élèvent à 206,3 G$, comparativement à 200,5 G$ en 2011. En termes réels, l'accroissement est de 1,2 %, une deuxième année consécutive ou la croissance annuelle est inférieure à celle de l'année précédente. Depuis 2008, l'indice implicite de prix des dépenses personnelles en biens et services croît plus lentement que celui de l'ensemble du PIB. En 2012, les prix des biens et services de consommation augmentent de 1,7 % (+ 2,1 % en 2011), alors que l'indice implicite global du PIB a plutôt crû de 2,1 % en 2012 et de 3,0 % en 2011.

Figure 1.2
Taux de croissance de la demande intérieure finale, en termes réels, Québec, 2008-2012



Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

En valeur nominale, les dépenses en biens durables atteignent 28,5 G$ en 2012, une croissance de 1,3 % par rapport à 2011. Les dépenses associées aux biens semi-durables, en croissance de 1,8 %, s'élèvent à 15,9 G$, alors que les dépenses de consommation finale des ménages en biens non durables se chiffrent à 57,7 G$, suivant une croissance bien inférieure à celle observée en 2011. Les dépenses de consommation attribuables aux services, qui surpassent les dépenses en biens en 2011 et 2012, s'élèvent pour leur part à 104,2 G$ en 2012, en croissance de 3,9 % par rapport à 2011.

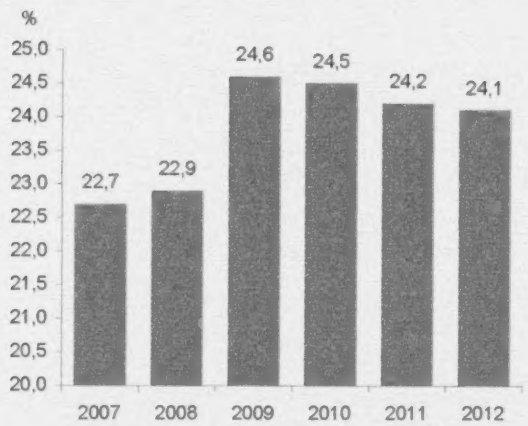
En termes réels, les dépenses de consommation finale des ménages en biens et services sont en croissance (1,2 %), principalement attribuable à l'augmentation de l'achat de services par les ménages (+ 2,2 %) Les achats de biens croissent plus faiblement en 2012 (+ 0,2 %). Selon les sous-composantes, les biens durables croissent de 0,4 %, les semi-durables de 0,3 %, alors que les biens non durables font du surplace.

Les dépenses publiques courantes

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques, en valeur nominale, passent de 83,6 G$ en 2011 à 86,3 G$ en 2012, soit une croissance de 3,3 %, la plus faible croissance annuelle depuis les cinq dernières années (moyenne : 4,5 %). En volume, la croissance des dépenses est seulement de 0,2 % en 2012, comparativement à + 0,5 % en 2011.

Pour ce qui est de l'importance relative dans le PIB nominal, les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques comptent pour près du quart du PIB (24,1 %) en 2012.

Figure 1.3
Part relative des dépenses publiques courantes nettes en biens et services par rapport au produit intérieur brut aux prix du marché, Québec, 2007-2012



Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Les investissements des entreprises

En dollars courants, l'investissement des entreprises croît fortement en 2012 (+ 8,6 %) après avoir crû plus faiblement en 2010 et en 2011 (+ 5,5 % et + 4,9 % respectivement). Il s'agit de la plus forte variation annuelle des cinq dernières années. En termes réels, la croissance de l'investissement des entreprises est de 6,5 %.

La hausse nominale de l'investissement des entreprises en 2012 se généralise à l'ensemble des composantes, exception faite des produits de propriété intellectuelle (– 0,8 %). La forte majorité de la contribution positive à la croissance du PIB de l'investissement des entreprises provient du secteur non résidentiel : la hausse dans les ouvrages non résidentiels est très prononcée pour une deuxième année consécutive (+ 16,2 % en 2011 et + 18,0 % en 2012), alors que les investissements en machines et matériel rebondissent (+ 14,0 % en 2012). L'investissement en bâtiments résidentiels est quant à lui en croissance de 4,5 %.

Les investissements publics

Les investissements en capital fixe des administrations publiques (en valeur nominale) s'élèvent à 18,9 G$ en 2012, en croissance de 10,1 %, suivant deux années de faible croissance. En termes réels, la croissance en 2012 est de 7,1 % comparativement à une baisse de 2,2 % en 2011.

Le commerce extérieur

Le solde extérieur global du Québec, exprimé en valeur nominale, présente en 2012 un sixième déficit consécutif, soit – 27,8 G$, en croissance de 13,1 % par rapport au niveau de 2011 (– 24,6 G$). En termes réels, la valeur du déficit commercial du Québec est de 28,5 G$, en hausse de 10,0 % par rapport à 2011, soit une cinquième détérioration du solde commercial consécutive.

Les exportations totales de biens et services, en valeur nominale, sont en croissance en 2012 (+ 2,3 %), une troisième année de croissance consécutive après le recul de 2009, pour s'élever à 160,8 G$ ou 44,9 % du PIB. En termes réels, la croissance est de 1,6 % pour l'année 2012, suivant des croissances de 1,0 % en 2010 et de 0,2 % en 2011.

Les exportations nominales vers les autres pays passent de 90,1 G$ à 92,1 G$ entre 2011 et 2012, soit une croissance de 2,3 %, suivant une croissance de 8,0 % entre 2010 et 2011. En termes réels, les exportations aux autres pays augmentent de 1,9 % en 2012, contre – 2,5 % en 2011.

Tableau 1.3
Évolution du commerce extérieur en termes réels, Québec, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
	Variation en %				
Exportations totales	**– 3,4**	**– 4,3**	**1,0**	**0,2**	**1,6**
Internationales	– 3,2	– 9,4	0,2	– 2,5	1,9
Biens	– 3,4	– 12,2	– 0,1	– 2,5	2,5
Services	– 1,9	6,9	1,3	– 2,5	– 0,7
Interprovinciales	– 3,8	3,4	2,1	3,8	1,2
Biens	– 9,0	6,9	4,6	3,7	1,6
Services	2,7	– 0,4	– 0,8	3,9	0,7
Importations totales	**– 1,1**	**– 3,5**	**5,1**	**3,6**	**2,9**
Internationales	1,1	-5,3	7,4	3,6	4,2
Biens	1,5	-7,7	7,4	3,3	4,2
Services	– 2,0	13,1	7,1	5,4	3,9
Interprovinciales	– 4,8	– 0,3	1,3	3,5	0,6
Biens	– 9,0	– 7,6	0,1	2,4	1,1
Services	– 0,5	6,5	2,3	4,3	0,3

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Les exportations vers les autres provinces atteignent 68,7 G$ en 2012 (+ 2,2 %), principalement stimulées par les exportations de services (+ 2,9 %). En termes réels, les exportations de biens et services vers les autres provinces sont en croissance de 1,2 % en 2012, après avoir crues de 3,8 % en 2011 et de 2,1 % en 2010.

Les importations totales de biens et services représentent 188,6 G$ (+ 3,7 %), soit 49,8 % de la demande intérieure finale en terme nominal. Constatée en termes réels, la hausse des importations totales est de 2,9 % en 2012, comparativement à + 3,6 % en 2011.

Les importations en provenance des autres pays s'élèvent à 121,0 G$ (+ 4,4 %), dont 105,3 G$ en importations de biens. En termes réels, la croissance des importations internationales est de 4,2 %, faisant suite à la croissance de 3,6 % enregistrée en 2011.

Les importations en provenance des autres provinces s'élèvent à 67,6 G$ en valeur nominale, dont 39,0 G$ en importations de services. Au global, il s'agit d'une croissance de 2,5 % par rapport à 2011. En termes réels, les importations interprovinciales croissent de 0,6 % en 2012, comparativement à + 3,5 % en 2011.

Les termes de l'échange[5]

Les termes de l'échange globaux du Québec se détériorent en 2012 (– 0,2 %), après s'être appréciés pendant deux années consécutives (+ 2,2 % en 2010 et + 1,8 % en 2011). Par ailleurs, les termes des échanges internationaux de biens, composante la plus importante dans les termes globaux, se détériorent de 0,9 % en 2012 (+ 4,6 % en 2011). Les termes de l'échange international de services s'apprécient pour leur part de 5,6 % en 2012 et de 10,1 % en 2011.

Les termes de l'échange de biens avec les autres provinces diminuent de 2,2 % en 2012, après s'être dépréciés de 2,5 % en 2011. Les termes de l'échange de services interprovincial s'améliorent pour leur part de 0,7 % en 2012 (– 1,7 % en 2011).

Le revenu intérieur brut réel

Le revenu intérieur brut réel, qui mesure à la fois la croissance de l'économie intérieure et les gains d'échanges liés aux changements de prix relatifs, est en croissance de 1,5 %, une croissance essentiellement similaire à la croissance du PIB réel. Cette croissance fait suite à deux années où l'appréciation des termes de l'échange avait permis d'augmenter le pouvoir d'achat de la production intérieure. En termes cumulatifs, depuis 2007, le revenu intérieur brut réel a crû de 7,8 % comparativement à 7,0 % pour le PIB réel.

La production de biens et services

Note : En raison d'un calendrier de production différent entre les données des *Comptes provinciaux et territoriaux du produit intérieur brut en termes de revenus et de dépenses* et celles du *Produit intérieur brut par industrie – Provinces et territoires (annuelle)*, les tableaux 3.1 et 3.3 se terminent en 2010. Les données des années 2011 et 2012 relatives à ces tableaux ne seront disponibles qu'en mars 2014.

La rémunération des salariés augmente globalement de 3,7 % en 2012, suivant la forte croissance de 5,2 % en 2011. Les 18 secteurs d'activités sont en croissance en 2012, tout comme en 2011. Les croissances les plus prononcées s'observent dans le secteur de l'extraction minière (+ 24,5 %), dans celui de la construction (+ 8,4 %) et dans celui de la finance et assurances, services immobiliers et de location et gestion de sociétés et d'entreprises (+ 5,6 %). Plus globalement, la rémunération des salariés dans les industries productrices de biens a augmenté de 4,9 % en 2012 (+ 6,6 % en 2011), alors que celle dans les industries productrices de services a augmenté de 3,3 % en 2012 (+ 4,7 % en 2011). La rémunération des salariés est cependant concentrée dans les industries productrices de services (73,1 % en 2012).

La provenance et l'utilisation du revenu des ménages

La provenance du revenu des ménages

Le revenu des ménages – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôts des ménages (revenus de travail, mixtes, de la propriété ou de transferts) – s'élève à 300,0 G$ courants, soit une hausse de 4,1 % par rapport à 2011. Il s'agit d'un ralentissement de la croissance comparativement à 2011 (+ 4,5 %), mais une croissance annuelle néanmoins plus forte que celle observée entre 2008 et 2010.

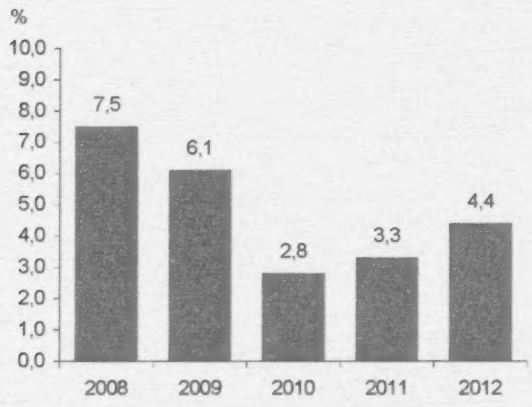
La rémunération des salariés – calculée ici sur une base nationale plutôt qu'intérieure – s'élève à 189,2 G$, une croissance de 3,8 % par rapport à 2011. Cette croissance est inférieure au taux de croissance du revenu des ménages, portant à 63,1 % le poids de la rémunération dans le revenu des ménages. Les transferts courants reçus, provenant en très forte majorité des administrations publiques (excluant les régimes de pension publics), deuxième composante en importance dans le revenu des ménages, s'élèvent à 35,9 G$ en 2012, en croissance de 3,7 % par rapport

5. Les termes de l'échange sont le prix relatif auquel s'effectue le commerce extérieur d'un territoire. Ils se mesurent sous forme d'indice sur la base 2007 = 100, en divisant l'indice implicite de prix des exportations par celui des importations.

à 2011. Les revenus de la propriété reçus, représentant 11,5 % du revenu des ménages, s'élèvent à 34,4 G$, en croissance de 5,3 %. Finalement, les revenus provenant de régimes de pension publics se chiffrent à 11,3 G$.

La part relative des transferts en provenance des administrations publiques, en incluant les régimes publics de pension, s'élève à 15,3 % du revenu des ménages en 2012, un niveau pratiquement similaire à 2011 (15,2 %). Ces transferts proviennent majoritairement du gouvernement provincial (55,2 % du total en 2012) qui sont en croissance de 5,4 % par rapport à 2011 (croissance 2010-2011 : + 4,8 %) et s'élèvent à 25,3 G$. Les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers s'élèvent pour leur part à 20,4 G$, soit 44,6 % des transferts des administrations publiques.

Figure 1.4
Taux de croissance des transferts courants des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2008-2012



Sources : Institut de la statistique du Québec. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Les revenus mixtes nets croissent plutôt fortement en 2011 et en 2012 (+ 5,6 % et + 4,7 % respectivement), et atteignent 29,2 G$ en 2012. De ce total, 15,1 G$ proviennent du revenu mixte net des entreprises individuelles non agricoles, en croissance de 3,7 % par rapport à 2011. Il s'agit d'une croissance inférieure à celle enregistrée par la composante du revenu des loyers de ménages, qui croît de 5,9 % en 2012 pour atteindre 13,5 G$. Finalement, le revenu mixte net agricole croît de 2,4 % pour se situer à 0,7 G$.

L'utilisation du revenu des ménages

La répartition du revenu des ménages selon ses différentes utilisations montre que la part consacrée à l'achat de biens et services entre 2007 et 2012 a été plutôt stable, oscillant entre 68,0 % et 70,0 %. La part accaparée par les transferts aux administrations publiques, excluant les régimes de pension publics, diminue en pourcentage du revenu des ménages entre 2007 et 2009 avant de repartir en hausse constante de 2010 à 2012. En 2012, la part du revenu des ménages transférée aux administrations publiques (excluant les régimes de pension publics) atteint 20,1 %. La part du revenu des ménages dédiée aux cotisations aux régimes de pension publics s'élève à 4,0 %, celui servant aux paiement de revenus de la propriété s'élève à 3,5 % et, finalement, dernier poste en importance, l'épargne accapare 2,2 % de l'ensemble des revenus perçus par les ménages.

Compte courant des ménages

Revenu primaire

Le revenu primaire des ménages, découlant de la participation des ménages aux activités de production ou comme propriétaires d'actifs, s'élève à 242,3 G$, en hausse de 3,9 % par rapport à 2011. Principale sous-composante, la rémunération des salariés mesurée sur une base nationale augmente de 3,8 % pour atteindre 189,2 G$. La sous-composante du revenu mixte net augmente de 4,7 % pour s'élever à 29,2 G$ alors que le revenu net de la propriété augmente de 3,7 % pour atteindre 23,9 G$.

Compte de distribution secondaire du revenu

Le compte de distribution secondaire du revenu des ménages, qui présente les transferts postproduction entre les différentes unités institutionnelles et les ménages, indique qu'au net (transferts courants reçus moins transferts courants payés), le revenu primaire a été diminué de 29,3 G$.

Les transferts courants aux administrations publiques, de loin la principale composante des transferts entrants et sortants, se soldent par un déficit de 26,5 G$. Les ménages ont reçu 45,8 G$ en provenance des administrations publiques, alors qu'ils en ont versé 72,3 G$.

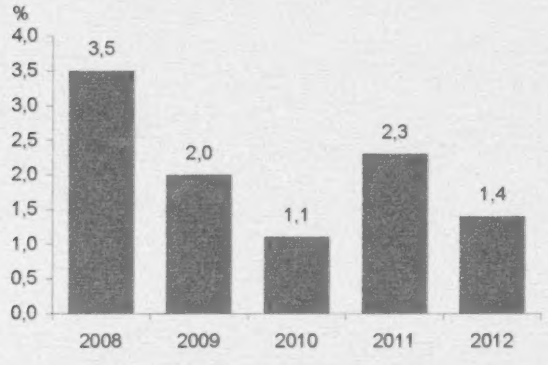
Revenu disponible des ménages

Le revenu disponible des ménages, égal au revenu primaire diminué du solde du compte de distribution secondaire du revenu, s'établit à 213,0 G$ en 2012, en hausse de 3,2 % en 2012, suivant une croissance de 4,5 % en 2011. Alors que la croissance du revenu disponible des ménages surpassait la croissance de l'économie intérieure (mesurée par le PIB nominal) en 2008 et 2009, les trois dernières années ont été caractérisées par des taux de croissance inférieurs du revenu disponible des ménages par rapport

au PIB nominal. En termes réels[6], le revenu disponible croît de 1,4 % en 2012, comparativement à 1,1 % en 2010 et à 2,3 % en 2011 (figure 1.5).

La distribution entre consommation et épargne du revenu disponible des ménages montre que l'épargne des ménages est en croissance au Québec, après une chute abrupte observée en 2010 (– 47,9 %). Cependant, les taux de croissance en 2011 et 2012 (+ 24,3 % et + 11,9 % respectivement) n'ont pas suffi à ramener l'épargne à son niveau de 2009 (9,2 G$). Ce faisant, le taux d'épargne en pourcen- tage du revenu disponible des ménages en 2012 s'établit à 3,1 %. La croissance des dépenses de consommation finale des ménages ralentit en 2012 (+ 2,9 %), après avoir augmenté de plus de 4,0 % pendant trois des quatre dernières années.

Figure 1.5
Taux de croissance du revenu disponible des ménages, en termes réels, Québec, 2008-2012



Sources : Institut de la statistique du Québec. Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Les recettes et les dépenses courantes du secteur public

Les recettes totales des administrations publiques s'élèvent à 146,3 G$ en 2012, en hausse de 3,8 %, tandis que les dépenses courantes totales – excluant les transferts entre les gouvernements – atteignent 165,1 G$ (+ 2,9 %). Ainsi, le solde du compte courant des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, s'établit à – 18,8 G$, comparativement à – 19,5 G$ en 2011 et à – 21,8 G$ en 2010.

Les sources de recettes

Le produit des impôts directs des particuliers totalise 47,3 G$ en 2012, en hausse de 6,6 %, comparativement à 44,4 G$ (+ 7,3 %) en 2011. La part relative de ces impôts dans les recettes totales est de 32,3 % en 2012, comparativement à 31,5 % en 2011. Les impôts directs des particuliers perçus par l'administration fédérale augmentent de 5,2 % en 2012 (+ 6,8 % en 2011), et ils représentent 47,7 % de ses recettes, et ceux que perçoit l'administration provinciale croissent de 7,8 % (+ 7,6 % en 2011) et constituent 27,8 % de ses recettes. Par ailleurs, les cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec s'élèvent à un peu moins de 11,9 G$, en hausse de 7,3 %.

Le produit des impôts indirects – c'est-à-dire sur les facteurs de production et sur les produits – versé à l'ensemble des administrations publiques augmente de 4,6 % en 2012 pour s'établir à 51,0 G$, soit 34,9 % des recettes totales. Les impôts indirects versés à l'administration fédérale croissent de 2,1 % et ceux qui vont à l'administration provinciale, de 6,7 %, tandis que ceux qui reviennent aux administrations locales augmentent de 1,9 %. Ces impôts correspondent à 21,9 % des recettes de l'administration fédérale, à 31,2 % de celles de l'administration provinciale et à 47,9 % de celles des administrations locales.

La principale composante des impôts indirects perçus par l'administration fédérale est la taxe sur les produits et services (TPS). En 2012, le produit de la TPS augmente (+ 2,3 %), une troisième hausse de suite après deux diminutions consécutives entre 2007 et 2009, et sa part relative est à 70,0 % des impôts indirects fédéraux. Du côté de l'administration provinciale, les deux plus importantes catégories d'impôts indirects sont les taxes sur les ventes au détail, en croissance de 11,7 %, et les taxes sur la rémunération, dont les recettes croissent de 3,0 %. Dans le cas des administrations locales, les impôts fonciers et mobiliers génèrent 93,4 % des impôts indirects et ils progressent de 2,2 %.

Les revenus de placement des administrations publiques décroissent de 6,7 % en 2012 et ils représentent 10,3 G$ ou 7,0 % des recettes totales. Les revenus de placement de l'administration fédérale croissent de 3,9 %, alors que ceux de l'administration provinciale décroissent de 14,4 %. Les revenus de placement des administrations locales diminuent de 1,7 %. Par ailleurs, les revenus de placement du Régime de rentes du Québec s'établissent à 1,7 G$ et ils augmentent pour une deuxième année consécutive de plus de 20,0 %.

6. L'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages sert à dégonfler le revenu disponible des ménages.

Les composantes des dépenses

Les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations publiques augmentent de 3,3 % en 2012 et elles s'élèvent à 86,3 G$, soit 52,3 % des dépenses courantes totales. La rémunération des salariés absorbe 53,3 % de ces dépenses, le reste englobant les autres achats de biens et services : fournitures, entretien, transport, loyers, services commerciaux, etc.

Les dépenses courantes nettes en biens et services de l'administration fédérale décroissent de 0,8 % et celles de l'administration provinciale augmentent de 4,7 %. Dans ce dernier cas, l'augmentation d'ensemble englobe l'évolution des dépenses des secteurs de la santé et des services sociaux (+ 4,0 %) et de l'éducation (+ 3,7 %), ainsi que du Régime de rentes du Québec (+ 5,1 %). Par ailleurs, les dépenses courantes nettes des administrations locales progressent de 3,0 %, incluant la variation des dépenses des commissions scolaires (+ 3,3 %). La répartition de ces dépenses entre les salaires et les autres achats de biens et services diffère selon l'administration, comme le montre la part relative des salaires dans les dépenses courantes nettes en biens et services des administrations fédérale (52,4 %), provinciale (50,8 %) et locales (58,8 %).

Les transferts courants versés aux particuliers par les administrations publiques totalisent 45,8 G$, en hausse de 4,4 % par rapport à 2011. Leur part relative des dépenses courantes totales est de 27,7 % en 2012, (27,3 % en 2011), une part relativement stable depuis 2007.

Les transferts courants versés aux particuliers par l'administration fédérale croissent de 3,3 % en 2012 et ils s'élèvent à 20,3 G$, soit 33,3 % de ses dépenses courantes. Trois de ces dix transferts font ensemble plus des trois quarts (83,3 %) du total : la prestation fiscale et le crédit d'impôt pour enfants (2,3 G$), en hausse de 0,4 %, les prestations d'assurance-emploi (3,5 G$), qui enregistrent une diminution de 2,2 % et les paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse (11,0 G$) qui progressent de 6,4 % en 2012. L'administration provinciale verse des transferts de 14,1 G$ (+ 4,6 %) en 2012. L'aide sociale (maintien du revenu et autres) constitue 20,0 % de ce total, avec des paiements de 2,8 G$. L'assurance contre les accidents du travail (11,6 % du total) augmente de 1,4 % et les transferts divers, comprenant notamment le crédit pour la taxe de vente du Québec (TVQ) et le programme de soutien aux enfants, représentant 55,6 % du total, croissent de 7,3 %.

Le Régime de rentes du Québec (RRQ) verse 11,2 G$ en prestations en 2012, soit 6,4 % de plus qu'en 2011, et celles-ci représentent 24,4 % de tous les transferts des administrations publiques aux particuliers. Pour une sixième année d'affilée, le RRQ enregistre une épargne positive (2,3 G$ en 2012).

Les paiements d'intérêt sur la dette de l'ensemble des administrations publiques s'élèvent à 20,3 G$ (– 0,3 %) en 2012, comparativement à 20,4 G$ (+ 5,6 %) en 2011. Ils constituent 12,3 % des dépenses courantes totales, un peu moins qu'en 2011 (12,7 %). La part relative de cette composante dans les dépenses courantes de l'administration fédérale est de 10,1 %, dans celles de l'administration provinciale, de 13,4 %, et dans celles des administrations locales, de 4,7 %.

Chapitre 2

LES TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus, Québec, 2007-2012

	Revenus	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Rémunération des salariés[1]**	**156 790**	**162 901**	**163 775**	**169 059**	**177 789**	**184 418**	**01**
02	Salaires et traitements	135 434	140 777	140 821	145 579	153 140	158 760	02
03	Cotisations sociales à la charge des employeurs	21 356	22 124	22 954	23 480	24 649	25 658	03
04	**Excédent d'exploitation brut**	**79 832**	**81 119**	**81 006**	**87 667**	**90 535**	**92 726**	**04**
05	Excédent d'exploitation net : sociétés	43 580	42 338	40 041	46 761	48 183	47 902	05
06	Consommation de capital fixe : sociétés	26 148	27 702	29 002	28 298	28 916	30 545	06
07	Consommation de capital fixe : administrations publiques et institutions sans but lucratif au service des ménages	10 104	11 079	11 963	12 608	13 436	14 279	07
08	**Revenu mixte brut**	**31 456**	**32 722**	**33 942**	**34 972**	**36 560**	**38 051**	**08**
09	Revenu mixte net	24 237	24 957	25 588	26 430	27 902	29 212	09
10	Consommation de capital fixe : entreprises individuelles	7 219	7 765	8 354	8 542	8 658	8 839	10
11	Impôts moins les subventions sur la production	16 841	17 106	17 336	17 319	18 265	18 697	11
12	Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	20 547	19 741	19 215	20 611	22 304	24 077	12
13	Divergence statistique	410	6	258	43	– 165	– 109	13
14	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**305 876**	**313 595**	**315 531**	**329 670**	**345 287**	**357 859**	**14**
15	Produit intérieur brut aux prix de base	285 329	293 854	296 316	309 059	322 983	333 782	15

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base intérieure.

Source : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses, Québec, 2007-2012

	Dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Dépense de consommation finale**	**248 451**	**259 167**	**267 030**	**278 809**	**289 627**	**298 375**	**01**
02	Dépenses de consommation finale des ménages	174 223	182 082	183 997	192 739	200 476	206 291	02
03	Biens durables	25 879	26 912	26 329	27 945	28 157	28 518	03
04	Biens semi-durables	14 445	14 896	14 923	15 424	15 590	15 864	04
05	Biens non durables	48 460	51 001	51 360	53 113	56 476	57 727	05
06	Services	85 439	89 273	91 385	96 257	100 253	104 182	06
07	Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	4 807	5 136	5 337	5 407	5 559	5 737	07
08	Dépense de consommation finale des administrations publiques	69 421	71 949	77 696	80 663	83 592	86 347	08
09	**Formation brute de capital fixe**	**65 230**	**69 179**	**67 942**	**71 029**	**73 791**	**80 428**	**09**
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	52 289	53 762	50 752	53 526	56 155	61 009	10
11	Bâtiments résidentiels	22 006	22 221	22 176	24 859	25 106	26 230	11
12	Ouvrages non résidentiels	9 933	10 479	10 625	10 663	12 388	14 612	12
13	Machines et matériel	13 553	13 818	11 223	10 933	11 161	12 726	13
14	Produits de propriété intélectuelle	6 797	7 244	6 728	7 071	7 500	7 441	14
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	271	383	395	437	457	507	15
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	12 670	15 034	16 795	17 066	17 179	18 912	16
17	**Investissements en stocks**	**2 081**	**2 089**	**– 2 315**	**411**	**6 290**	**6 753**	**17**
18	**Exportations de biens et services**	**154 931**	**157 851**	**143 731**	**148 101**	**157 234**	**160 813**	**18**
19	Vers les autres pays	94 697	96 472	82 045	83 409	90 066	92 149	19
20	Biens	81 289	82 479	67 192	68 329	73 902	75 487	20
21	Services	13 408	13 993	14 853	15 080	16 164	16 662	21
22	Vers les autres provinces	60 234	61 379	61 686	64 692	67 168	68 664	22
23	Biens	33 633	32 955	33 023	35 418	36 703	37 320	23
24	Services	26 601	28 424	28 663	29 274	30 465	31 344	24
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**164 409**	**174 684**	**160 598**	**168 636**	**181 820**	**188 620**	**25**
26	Des autres pays	102 488	112 291	100 212	106 285	115 906	121 048	26
27	Biens	90 137	99 671	86 123	91 582	100 429	105 253	27
28	Services	12 351	12 620	14 089	14 703	15 477	15 795	28
29	Des autres provinces	61 921	62 393	60 386	62 351	65 914	67 572	29
30	Biens	31 169	30 646	26 228	26 347	27 631	28 567	30
31	Services	30 752	31 747	34 158	36 004	38 283	39 005	31
32	**Divergence statistique**	**– 410**	**– 7**	**– 258**	**– 43**	**165**	**110**	**32**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**305 876**	**313 595**	**315 531**	**329 670**	**345 287**	**357 859**	**33**
34	Demande intérieure finale	313 681	328 346	334 972	349 838	363 418	378 803	34

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel[1], Québec, 2007-2012

	Dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
		Millions de dollars enchaînés (2007)						
01	**Dépense de consommation finale**	**248 451**	**255 347**	**261 216**	**269 853**	**273 891**	**276 269**	**01**
02	Dépenses de consommation finale des ménages	174 223	179 794	181 390	187 977	191 502	193 767	02
03	Biens durables	25 879	28 136	28 004	29 598	29 667	29 772	03
04	Biens semi-durables	14 445	15 357	15 604	16 737	17 014	17 067	04
05	Biens non durables	48 460	48 872	49 609	50 133	50 778	50 802	05
06	Services	85 439	87 497	88 216	91 672	94 160	96 224	06
07	Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	4 807	5 035	5 224	5 243	5 377	5 356	07
08	Dépense de consommation finale des administrations publiques	69 421	70 521	74 562	76 604	77 007	77 162	08
09	**Formation brute de capital fixe**	**65 230**	**66 571**	**63 669**	**66 725**	**67 894**	**72 391**	**09**
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	52 289	51 939	47 643	50 478	51 998	55 362	10
11	Bâtiments résidentiels	22 006	21 214	20 651	22 731	22 595	22 903	11
12	Ouvrages non résidentiels	9 933	9 839	9 893	9 538	10 503	12 219	12
13	Machines et matériel	13 553	13 771	10 610	11 419	11 785	13 381	13
14	Produits de propriété intélectuelle	6 797	7 127	6 433	6 750	7 053	6 840	14
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	271	370	383	426	445	486	15
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	12 670	14 250	15 604	15 789	15 435	16 524	16
17	**Investissements en stocks**	**2 081**	**2 027**	**– 1 743**	**50**	**5 834**	**6 235**	**17**
18	**Exportations de biens et services**	**154 931**	**149 602**	**143 124**	**144 546**	**144 813**	**147 139**	**18**
19	Vers les autres pays	94 698	91 684	83 096	83 238	81 162	82 720	19
20	Biens	81 289	78 532	68 943	68 893	67 182	68 859	20
21	Services	13 408	13 150	14 054	14 234	13 873	13 780	21
22	Vers les autres provinces	60 234	57 920	59 916	61 163	63 501	64 254	22
23	Biens	33 633	30 621	32 732	34 230	35 511	36 089	23
24	Services	26 601	27 332	27 214	26 998	28 057	28 242	24
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**164 409**	**162 537**	**156 878**	**164 864**	**170 735**	**175 657**	**25**
26	Des autres pays	102 488	103 573	98 098	105 347	109 156	113 714	26
27	Biens	90 137	91 457	84 439	90 717	93 752	97 712	27
28	Services	12 351	12 107	13 695	14 669	15 455	16 053	28
29	Des autres provinces	61 921	58 937	58 773	59 551	61 617	62 004	29
30	Biens	31 169	28 363	26 196	26 211	26 832	27 125	30
31	Services	30 752	30 604	32 606	33 351	34 777	34 879	31
32	**Divergence statistique**	**– 410**	**– 7**	**– 253**	**– 41**	**154**	**101**	**32**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**305 874**	**311 626**	**309 683**	**316 886**	**322 442**	**327 161**	**33**
34	Demande intérieure finale	313 681	321 915	324 762	336 478	341 687	348 649	34

1. Méthode officielle de déflation : la somme des parties diffère des totaux. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.3A

Produit intérieur brut aux prix de 2007[1], Québec, 2007-2012

	Dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Dépense de consommation finale**	**248 451**	**255 488**	**261 354**	**270 286**	**274 411**	**276 898**	01
02	Dépenses de consommation finale des ménages	174 223	179 925	181 601	188 488	192 082	194 410	02
03	Biens durables	25 879	28 155	28 095	29 810	29 921	30 079	03
04	Biens semi-durables	14 445	15 361	15 615	16 785	17 063	17 107	04
05	Biens non durables	48 460	48 913	49 665	50 180	50 859	50 898	05
06	Services	85 439	87 496	88 226	91 713	94 239	96 326	06
07	Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	4 807	5 035	5 224	5 243	5 377	5 356	07
08	Dépense de consommation finale des administrations publiques	69 421	70 528	74 529	76 555	76 952	77 132	08
09	**Formation brute de capital fixe**	**65 230**	**66 692**	**63 897**	**67 109**	**68 248**	**72 657**	09
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	52 289	51 986	47 584	50 567	52 022	55 367	10
11	Bâtiments résidentiels	22 006	21 216	20 662	22 730	22 602	22 915	11
12	Ouvrages non résidentiels	9 933	9 853	9 832	9 608	10 494	12 139	12
13	Machines et matériel	13 553	13 788	10 648	11 477	11 879	13 470	13
14	Produits de propriété intélectuelle	6 797	7 129	6 442	6 752	7 047	6 843	14
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	271	371	385	422	440	480	15
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	12 670	14 335	15 928	16 120	15 786	16 810	16
17	**Investissements en stocks**	**2 081**	**2 111**	**– 1 646**	**3**	**5 853**	**6 280**	17
18	**Exportations de biens et services**	**154 931**	**149 877**	**143 778**	**144 475**	**144 983**	**147 398**	18
19	Vers les autres pays	94 698	91 822	83 100	82 732	80 927	82 454	19
20	Biens	81 289	78 672	69 065	68 519	67 084	68 701	20
21	Services	13 408	13 150	14 035	14 213	13 843	13 753	21
22	Vers les autres provinces	60 234	58 055	60 678	61 743	64 056	64 943	22
23	Biens	33 633	30 723	33 449	34 736	35 993	36 690	23
24	Services	26 601	27 331	27 228	27 007	28 064	28 254	24
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	**164 409**	**162 821**	**157 018**	**165 016**	**171 919**	**177 208**	25
26	Des autres pays	102 488	103 762	98 169	105 452	110 088	114 892	26
27	Biens	90 137	91 643	84 441	90 751	94 593	98 793	27
28	Services	12 351	12 119	13 727	14 701	15 495	16 100	28
29	Des autres provinces	61 921	59 060	58 850	59 564	61 831	62 316	29
30	Biens	31 169	28 457	26 230	26 198	27 039	27 421	30
31	Services	30 752	30 603	32 620	33 366	34 792	34 895	31
32	**Divergence statistique**	**– 410**	**– 7**	**– 247**	**– 41**	**151**	**101**	32
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**305 874**	**311 339**	**310 117**	**316 817**	**321 727**	**326 125**	33
34	Demande intérieure finale	313 681	322 180	325 251	337 395	342 659	349 555	34

1. Méthode antérieure de déflation publiée ici à titre indicatif seulement. Voir l'annexe 2 pour plus de détails.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

Tableau 2.4

Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel[1], Québec, 2007-2012

	Dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
			Points de pourcentage					
01	**Dépense de consommation finale**	..	**2,264**	**1,894**	**2,786**	**1,262**	**0,728**	**01**
02	Dépenses de consommation finale des ménages	..	1,827	0,513	2,109	1,092	0,686	02
03	Biens durables	..	0,720	– 0,040	0,471	0,020	0,029	03
04	Biens semi-durables	..	0,293	0,075	0,334	0,076	0,014	04
05	Biens non durables	..	0,137	0,243	0,172	0,209	0,008	05
06	Services	..	0,677	0,234	1,131	0,787	0,635	06
07	Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	..	0,075	0,061	0,006	0,041	– 0,006	07
08	Dépense de consommation finale des administrations publiques	..	0,362	1,320	0,671	0,129	0,049	08
09	**Formation brute de capital fixe**	..	**0,446**	**– 0,968**	**1,022**	**0,376**	**1,416**	**09**
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	..	– 0,116	– 1,430	0,946	0,486	1,052	10
11	Bâtiments résidentiels	..	– 0,264	– 0,189	0,708	– 0,045	0,099	11
12	Ouvrages non résidentiels	..	– 0,032	0,018	– 0,122	0,331	0,584	12
13	Machines et matériel	..	0,071	– 1,032	0,256	0,104	0,434	13
14	Produits de propriété intélectuelle	..	0,108	– 0,227	0,104	0,096	– 0,066	14
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	..	0,033	0,004	0,014	0,006	0,012	15
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	..	0,529	0,457	0,062	– 0,116	0,352	16
17	**Investissements en stocks**	..	**0,191**	**– 1,238**	**0,567**	**1,804**	**0,117**	**17**
18	**Exportations de biens et services**	..	**– 1,788**	**– 2,111**	**0,452**	**0,084**	**0,726**	**18**
19	Vers les autres pays	..	– 1,009	– 2,776	0,044	– 0,656	0,497	19
20	Biens	..	– 0,923	– 3,080	– 0,015	– 0,536	0,528	20
21	Services	..	– 0,087	0,304	0,060	– 0,120	– 0,031	21
22	Vers les autres provinces	..	– 0,779	0,665	0,408	0,740	0,230	22
23	Biens	..	– 1,021	0,704	0,481	0,396	0,172	23
24	Services	..	0,243	– 0,039	– 0,072	0,344	0,058	24
	Moins :							
25	**Importations de biens et services**	..	**– 0,637**	**– 1,879**	**2,570**	**1,834**	**1,509**	**25**
26	Des autres pays	..	0,366	– 1,825	2,316	1,180	1,389	26
27	Biens	..	0,447	– 2,346	2,006	0,944	1,219	27
28	Services	..	– 0,081	0,521	0,311	0,236	0,170	28
29	Des autres provinces	..	– 1,003	– 0,054	0,254	0,654	0,120	29
30	Biens	..	– 0,954	– 0,714	0,005	0,189	0,088	30
31	Services	..	– 0,049	0,661	0,249	0,465	0,033	31
32	**Divergence statistique**	..	**0,131**	**– 0,078**	**0,068**	**0,061**	**– 0,016**	**32**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	..	**1,881**	**– 0,624**	**2,326**	**1,753**	**1,464**	**33**
34	Demande intérieure finale	..	2,710	0,925	3,808	1,638	2,145	34

1. En relation avec le tableau 2.3 et non le tableau 2.3A.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.5

Indices implicites de prix, produit intérieur brut[1], Québec, 2007-2012

Indice		2007	2008	2009	2010	2011	2012	
		2007=100						
01	**Dépense de consommation finale**	**100,0**	**101,5**	**102,2**	**103,3**	**105,7**	**108,0**	**01**
02	Dépenses de consommation finale des ménages	100,0	101,3	101,4	102,5	104,7	106,5	02
03	Biens durables	100,0	95,6	94,0	94,4	94,9	95,8	03
04	Biens semi-durables	100,0	97,0	95,6	92,2	91,6	93,0	04
05	Biens non durables	100,0	104,4	103,5	105,9	111,2	113,6	05
06	Services	100,0	102,0	103,6	105,0	106,5	108,3	06
07	Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	100,0	102,0	102,2	103,1	103,4	107,1	07
08	Dépense de consommation finale des administrations publiques	100,0	102,0	104,2	105,3	108,6	111,9	08
09	**Formation brute de capital fixe**	**100,0**	**103,9**	**106,7**	**106,5**	**108,7**	**111,1**	**09**
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	100,0	103,5	106,5	106,0	108,0	110,2	10
11	Bâtiments résidentiels	100,0	104,7	107,4	109,4	111,1	114,5	11
12	Ouvrages non résidentiels	100,0	106,5	107,4	111,8	117,9	119,6	12
13	Machines et matériel	100,0	100,3	105,8	95,7	94,7	95,1	13
14	Produits de propriété intélectuelle	100,0	101,6	104,6	104,8	106,3	108,8	14
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	100,0	103,5	103,1	102,6	102,7	104,3	15
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	100,0	105,5	107,6	108,1	111,3	114,5	16
17	**Exportations de biens et services**	**100,0**	**105,5**	**100,4**	**102,5**	**108,6**	**109,3**	**17**
18	Vers les autres pays	100,0	105,2	98,7	100,2	111,0	111,4	18
19	Biens	100,0	105,0	97,5	99,2	110,0	109,6	19
20	Services	100,0	106,4	105,7	105,9	116,5	120,9	20
21	Vers les autres provinces	100,0	106,0	103,0	105,8	105,8	106,9	21
22	Biens	100,0	107,6	100,9	103,5	103,4	103,4	22
23	Services	100,0	104,0	105,3	108,4	108,6	111,0	23
	Moins :							
24	**Importations de biens et services**	**100,0**	**107,5**	**102,4**	**102,3**	**106,5**	**107,4**	**24**
25	Des autres pays	100,0	108,4	102,2	100,9	106,2	106,4	25
26	Biens	100,0	109,0	102,0	101,0	107,1	107,7	26
27	Services	100,0	104,2	102,9	100,2	100,1	98,4	27
28	Des autres provinces	100,0	105,9	102,7	104,7	107,0	109,0	28
29	Biens	100,0	108,0	100,1	100,5	103,0	105,3	29
30	Services	100,0	103,7	104,8	108,0	110,1	111,8	30
31	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**100,0**	**100,6**	**101,9**	**104,0**	**107,1**	**109,4**	**31**
32	Demande intérieure finale	100,0	102,0	103,1	104,0	106,4	108,6	32

1. En relation avec les tableaux 2.2 et 2.3.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.6

Contribution en pourcentage à la variation des indices implicites de prix, Québec, 2007-2012

	Dépenses	2008	2009	2010	2011	2012	
		Points de pourcentage					
01	**Dépense de consommation finale**	**1,220**	**0,603**	**0,910**	**1,984**	**1,785**	**01**
02	Dépenses de consommation finale des ménages	0,729	0,095	0,634	1,229	0,984	02
03	Biens durables	– 0,381	– 0,147	0,036	0,044	0,075	03
04	Biens semi-durables	– 0,145	– 0,067	– 0,177	– 0,027	0,065	04
05	Biens non durables	0,687	– 0,130	0,378	0,801	0,352	05
06	Services	0,568	0,439	0,397	0,411	0,493	06
07	Dépense de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,032	0,003	0,016	0,004	0,058	07
08	Dépense de consommation finale des administrations publiques	0,459	0,505	0,259	0,752	0,743	08
09	**Formation brute de capital fixe**	**0,836**	**0,582**	**– 0,053**	**0,452**	**0,487**	**09**
10	Formation brute de capital fixe des entreprises	0,593	0,481	– 0,075	0,301	0,340	10
11	Bâtiments résidentiels	0,332	0,177	0,134	0,119	0,223	11
12	Ouvrages non résidentiels	0,208	0,028	0,134	0,185	0,053	12
13	Machines et matériel	0,015	0,212	– 0,346	– 0,036	0,014	13
14	Produits de propriété intélectuelle	0,037	0,064	0,003	0,033	0,049	14
15	Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,004	–	– 0,001	–	0,002	15
16	Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,240	0,102	0,023	0,151	0,145	16
17	**Investissements en stocks**	**– 0,187**	**– 0,158**	**0,288**	**– 0,047**	**0,016**	**17**
18	**Exportations de biens et services**	**2,724**	**– 2,383**	**0,918**	**2,665**	**0,301**	**18**
19	Vers les autres pays	1,579	– 1,811	0,383	2,664	0,101	19
20	Biens	1,303	– 1,779	0,372	2,217	– 0,074	20
21	Services	0,276	– 0,032	0,012	0,447	0,175	21
22	Vers les autres provinces	1,145	– 0,573	0,535	0,001	0,200	22
23	Biens	0,797	– 0,688	0,271	– 0,012	0,005	23
24	Services	0,349	0,116	0,264	0,013	0,194	24
	Moins :						
25	**Importations de biens et services**	**3,961**	**– 2,607**	**– 0,044**	**2,123**	**0,442**	**25**
26	Des autres pays	2,811	– 2,019	– 0,407	1,709	0,085	26
27	Biens	2,643	– 1,964	– 0,289	1,713	0,164	27
28	Services	0,168	– 0,056	– 0,118	– 0,004	– 0,079	28
29	Des autres provinces	1,151	– 0,588	0,363	0,415	0,357	29
30	Biens	0,780	– 0,692	0,033	0,196	0,182	30
31	Services	0,371	0,104	0,330	0,218	0,175	31
32	**Divergence statistique**	**– 0,001**	**– 0,002**	**–**	**0,001**	**–**	**32**
33	**Produit intérieur brut aux prix du marché**	**0,631**	**1,249**	**2,106**	**2,932**	**2,146**	**33**
34	Demande intérieure finale	2,056	1,185	0,856	2,437	2,272	34

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.7
Compte courant - Ménages, Québec, 2007-2012

	Compte courant	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Rémunération des salariés[1]**	**160 215**	**166 942**	**167 940**	**173 743**	**182 308**	**189 155**	**01**
02	**Plus : revenu mixte net**	**24 237**	**24 957**	**25 588**	**26 430**	**27 902**	**29 212**	**02**
03	Non agricole	13 033	13 429	13 678	14 125	14 540	15 079	03
04	Agricole	680	607	557	612	661	677	04
05	Revenu des loyers des ménages	10 524	10 921	11 353	11 693	12 701	13 456	05
06	**Plus : revenu net de la propriété**	**22 890**	**22 599**	**21 935**	**21 919**	**23 047**	**23 908**	**06**
07	Revenu de la propriété reçu	33 498	33 606	31 601	31 680	32 694	34 434	07
08	Moins : revenu de la propriété payé	10 608	11 007	9 666	9 761	9 647	10 526	08
09	**Égal : revenu primaire des ménages**	**207 342**	**214 498**	**215 463**	**222 092**	**233 257**	**242 275**	**09**
10	**Plus : transferts courants reçus**	**37 463**	**40 209**	**42 558**	**43 759**	**45 200**	**47 164**	**10**
11	Des administrations publiques	36 229	38 935	41 319	42 460	43 856	45 780	11
12	Prestations d'assurance-emploi	3 214	3 205	4 044	3 981	3 620	3 539	12
13	Prestations de sécurité sociale	11 727	12 388	13 063	13 495	13 966	14 738	13
14	Autres prestations	21 288	23 342	24 212	24 984	26 270	27 503	14
15	Des institutions sans but lucratif au service des ménages	765	788	738	812	863	893	15
16	Des non-résidents	469	486	501	487	481	491	16
17	**Moins : transferts courants payés**	**64 188**	**65 415**	**64 777**	**68 295**	**71 994**	**76 447**	**17**
18	Aux administrations publiques	60 595	61 757	61 199	64 484	67 984	72 276	18
19	Impôt sur le revenu personnel	41 523	41 244	39 770	41 365	44 371	47 312	19
20	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	15 496	16 767	17 316	18 701	19 090	20 359	20
21	Autres transferts courants	3 576	3 746	4 113	4 418	4 523	4 605	21
22	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	2 715	2 791	2 677	2 919	3 095	3 203	22
23	Aux non-résidents	878	867	901	892	915	968	23
24	**Égal : revenu disponible des ménages**	**180 617**	**189 292**	**193 244**	**197 556**	**206 463**	**212 992**	**24**
25	Moins : dépenses de consommation finale des ménages	174 223	182 082	183 997	192 739	200 476	206 291	25
26	**Égal : épargne nette des ménages**	**6 394**	**7 210**	**9 247**	**4 817**	**5 987**	**6 701**	**26**
27	Taux d'épargne des ménages en pourcentage du revenu disponible des ménages	3,5	3,8	4,8	2,4	2,9	3,1	27

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.8

Rapport entre le revenu intérieur brut, le revenu intérieur brut et net aux prix de base, le revenu primaire des ménages, le revenu disponible des ménages et l'épargne nette des ménages, Québec, 2007-2012

	Composante	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Revenu intérieur brut aux prix du marché**	**305 876**	**313 595**	**315 531**	**329 670**	**345 287**	**357 859**	**01**
	Moins :							
02	Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	20 547	19 741	19 215	20 611	22 304	24 077	02
	Égal :							
03	**Revenu intérieur brut aux prix de base**	**285 329**	**293 854**	**296 316**	**309 059**	**322 983**	**333 782**	**03**
	Moins :							
04	Consommation de capital fixe	43 471	46 546	49 319	49 448	51 010	53 663	04
05	Divergence statistique	410	6	258	43	– 165	– 109	05
	Égal :							
06	**Revenu intérieur net aux prix de base**	**241 448**	**247 302**	**246 739**	**259 568**	**272 138**	**280 228**	**06**
	Moins :							
07	Excédent d'exploitation net : sociétés	43 580	42 338	40 041	46 761	48 183	47 902	07
08	Impôts moins les subventions sur la production	16 841	17 106	17 336	17 319	18 265	18 697	08
	Plus :							
09	Revenu net de la propriété	22 890	22 599	21 935	21 919	23 047	23 908	09
10	Ajustement de la base intérieure à la base nationale de la rémunération des salariés	3 425	4 041	4 165	4 684	4 519	4 737	10
	Égal :							
11	**Revenu primaire des ménages**	**207 342**	**214 498**	**215 463**	**222 092**	**233 257**	**242 275**	**11**
	Moins :							
12	Transferts nets aux administrations publiques	24 366	22 822	19 880	22 024	24 128	26 496	12
13	Transferts nets aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1 950	2 003	1 939	2 107	2 232	2 310	13
14	Transfert nets aux non résidents	409	381	400	405	434	477	14
	Égal :							
15	**Revenu disponible des ménages**	**180 617**	**189 292**	**193 244**	**197 556**	**206 463**	**212 992**	**15**
	Moins :							
16	Dépenses de consommation finales des ménages	174 223	182 082	183 997	192 739	200 476	206 291	16
	Égal :							
17	**Épargne nette des ménages**	**6 394**	**7 210**	**9 247**	**4 817**	**5 987**	**6 701**	**17**
18	Taux d'épargne des ménages en pourcentage du revenu disponible des ménages	3,5	3,8	4,8	2,4	2,9	3,1	18

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.9

Produit intérieur brut réel, revenu intérieur brut réel, taux de change réel et termes de l'échange Québec, 2007-2012

	Composante	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Produit intérieur brut (PIB) réel, indice de volume 2007=100**	**100,0**	**101,9**	**101,2**	**103,6**	**105,4**	**107,0**	**01**
02	Produit intérieur brut (PIB) réel, contribution à la variation en pourcentage du revenu intérieur brut réel	..	1,881	– 0,624	2,326	1,753	1,464	02
03	Taux de change réel, contribution à la variation en pourcentage du revenu intérieur brut réel	..	– 0,182	0,323	– 0,010	– 0,176	0,103	03
04	Termes de l'échange, contribution à la variation en pourcentage du revenu intérieur réel	..	– 0,968	– 0,041	1,005	0,860	– 0,084	04
05	**Revenu intérieur brut (RIB) réel, indice de volume 2007=100**	**100,0**	**100,7**	**100,4**	**103,7**	**106,2**	**107,8**	**05**
06	Revenu intérieur brut (RIB) réel, indice de volume 2007=100, variation en pourcentage	..	0,730	– 0,342	3,321	2,437	1,482	**06**
07	**Taux de change réel, indice 2007=100**	**100,0**	**104,3**	**98,0**	**98,2**	**100,8**	**99,4**	**07**
08	**Termes de l'échange, indice 2007=100**	**100,0**	**98,2**	**98,1**	**100,2**	**102,0**	**101,8**	**08**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.10

Dépenses de consommation finale des ménages détaillées, Québec, 2007-2012

	Composante	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Dépenses de consommation finale des ménages**	**174 223**	**182 082**	**183 997**	**192 739**	**200 476**	**206 291**	**01**
02	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	18 113	18 995	20 129	20 594	21 237	21 504	02
03	Boissons alcoolisées et tabac	6 543	6 608	6 987	7 347	7 627	7 808	03
04	Articles d'habillement et chaussures	8 398	8 542	8 547	8 888	8 994	9 175	04
05	Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	36 705	38 737	39 683	40 950	42 992	44 803	05
06	Meubles, articles de ménage et autres biens et services liés au logement et à la propriété	11 369	11 827	11 857	12 119	12 293	12 326	06
07	Santé	7 241	7 630	8 161	8 652	8 948	9 391	07
08	Transports	27 765	29 547	27 890	30 343	32 745	34 101	08
09	Communications	3 785	3 907	4 124	4 358	4 439	4 571	09
10	Loisirs et culture	15 469	15 972	16 178	16 520	16 533	16 509	10
11	Enseignement	1 612	1 724	1 826	1 988	2 149	2 265	11
12	Services de restauration et d'hébergement	12 454	13 019	12 979	13 557	14 089	14 723	12
13	Assurance et services financiers	14 979	15 156	14 871	15 767	16 099	16 178	13
14	Biens et services divers	8 996	9 400	9 708	10 132	10 514	10 829	14
15	Dépenses nettes à l'étranger	796	1 020	1 060	1 524	1 818	2 109	15

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.11

Dépenses de consommation finale des ménages détaillées aux prix de 2007, Québec, 2007-2012

Composante		2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Dépenses de consommation finale des ménages**	**174 223**	**179 925**	**181 601**	**188 488**	**192 082**	**194 410**	**01**
02	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	18 113	18 382	18 529	18 750	18 743	18 629	02
03	Boissons alcoolisées et tabac	6 543	6 577	6 844	7 132	7 382	7 450	03
04	Articles d'habillement et chaussures	8 398	8 935	9 187	10 137	10 326	10 308	04
05	Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	36 705	37 713	38 735	39 485	40 743	41 781	05
06	Meubles, articles de ménage et autres biens et services liés au logement et à la propriété	11 369	11 838	11 593	11 979	12 078	12 013	06
07	Santé	7 241	7 519	7 852	8 178	8 385	8 653	07
08	Transports	27 765	29 342	29 474	30 814	31 109	31 316	08
09	Communications	3 785	3 839	4 002	4 088	4 151	4 184	09
10	Loisirs et culture	15 469	16 126	16 294	16 793	16 826	16 840	10
11	Enseignement	1 612	1 645	1 658	1 710	1 783	1 816	11
12	Services de restauration et d'hébergement	12 454	12 742	12 347	12 661	12 779	12 935	12
13	Assurance et services financiers	14 979	15 085	15 011	15 503	15 922	16 177	13
14	Biens et services divers	8 996	9 234	9 219	9 412	9 562	9 589	14
15	Dépenses nettes à l'étranger	796	948	856	1 847	2 295	2 719	15

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.12

Provenance du revenu des ménages, Québec, 2007-2012

	Composante	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
		M$						
01	**Rémunération des salariés[1]**	**160 215**	**166 942**	**167 940**	**173 743**	**182 308**	**189 155**	**01**
02	**Revenu mixte net**	**24 237**	**24 957**	**25 588**	**26 430**	**27 902**	**29 212**	**02**
03	Non agricole	13 033	13 429	13 678	14 125	14 540	15 079	03
04	Agricole	680	607	557	612	661	677	04
05	Revenu des loyers des ménages	10 524	10 921	11 353	11 693	12 701	13 456	05
06	**Revenu de la propriété reçu**	**33 498**	**33 606**	**31 601**	**31 680**	**32 694**	**34 434**	**06**
07	**Transferts courants reçus**	**28 701**	**30 954**	**32 768**	**33 572**	**34 580**	**35 866**	**07**
08	Des institutions sans but lucratif au service des ménages	765	788	738	812	863	893	08
09	Des non-résidents	469	486	501	487	481	491	09
10	Des administrations publiques	27 467	29 680	31 529	32 273	33 236	34 482	10
11	De l'administration publique fédérale	16 774	17 357	18 794	19 291	19 612	20 269	11
12	De l'administration publique provinciale	10 618	11 224	12 570	12 809	13 470	14 096	12
13	Des administrations publiques locales	75	1 099	165	173	154	117	13
14	**Régime de pensions du Canada**	**106**	**111**	**120**	**127**	**134**	**140**	**14**
15	**Régime de rentes du Québec**	**8 656**	**9 144**	**9 670**	**10 060**	**10 486**	**11 158**	**15**
16	**Revenu des ménages**	**255 413**	**265 714**	**267 687**	**275 612**	**288 104**	**299 965**	**16**

1. La rémunération des salariés est estimée sur une base nationale.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 2.13
Utilisation du revenu des ménages, Québec, 2007-2012

	Composante	2007	2008	2009	2010	2011	2012	
				M$				
01	**Dépenses de consommation finale des ménages**	**174 223**	**182 082**	**183 997**	**192 739**	**200 476**	**206 291**	01
02	Biens	88 784	92 809	92 612	96 482	100 223	102 109	02
03	Biens durables	25 879	26 912	26 329	27 945	28 157	28 518	03
04	Biens semi-durables	14 445	14 896	14 923	15 424	15 590	15 864	04
05	Biens non durables	48 460	51 001	51 360	53 113	56 476	57 727	05
06	Services	85 439	89 273	91 385	96 257	100 253	104 182	06
07	**Revenu de la propriété payé**	**10 608**	**11 007**	**9 666**	**9 761**	**9 647**	**10 526**	**07**
08	**Transferts courants payés**	**55 530**	**55 493**	**54 558**	**56 856**	**60 860**	**64 503**	**08**
09	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	2 715	2 791	2 677	2 919	3 095	3 203	09
10	Aux non-résidents	878	867	901	892	915	968	10
11	Aux administrations publiques	51 937	51 835	50 980	53 045	56 850	60 332	11
12	À l'administration publique fédérale	22 100	22 312	21 759	22 228	23 728	25 050	12
13	À l'administration publique provinciale	29 469	29 209	28 782	30 327	32 669	34 838	13
14	Aux administrations publiques locales	368	314	439	490	453	444	14
15	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada**	**65**	**68**	**77**	**80**	**85**	**89**	**15**
16	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec**	**8 593**	**9 854**	**10 142**	**11 359**	**11 049**	**11 855**	**16**
17	**Épargne**	**6 394**	**7 210**	**9 247**	**4 817**	**5 987**	**6 701**	**17**
18	**Revenu des ménages**	**255 413**	**265 714**	**267 687**	**275 612**	**288 104**	**299 965**	**18**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Chapitre 3

La répartition industrielle du produit intérieur brut

Tableau 3.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique, Québec, 2007-2012

	Activité économique	2007	2008	2009	2010	2011[e]	2012[e]	
				M$				
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 683	4 500	4 476	4 362	4 877	5 042	01
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2 932	3 351	2 688	4 555	4 974	4 608	02
03	Services publics	11 654	12 769	11 786	12 264	12 661	12 622	03
04	Construction	16 897	18 791	19 750	21 493	22 447	24 776	04
05	Fabrication	47 836	46 111	43 136	44 620	45 799	45 644	05
06	Commerce de gros	16 614	16 286	16 322	16 781	18 469	19 229	06
07	Commerce de détail	16 516	17 271	17 206	18 082	18 469	18 828	07
08	Transport et entreposage	12 086	12 040	11 699	12 196	13 045	13 420	08
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	9 641	9 655	9 870	10 186	10 623	11 016	09
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	48 973	50 766	52 298	54 195	56 926	59 288	10
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	14 323	15 439	16 179	16 996	17 662	18 461	11
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	7 546	7 950	8 370	8 755	9 106	9 180	12
13	Services d'enseignement	16 813	17 239	17 896	18 276	18 889	19 863	13
14	Soins de santé et assistance sociale	23 122	23 883	24 959	25 476	26 606	27 808	14
15	Arts, spectacles et loisirs	2 781	2 855	2 891	2 883	2 938	2 971	15
16	Hébergement et services de restauration	6 307	6 535	6 646	6 816	6 942	7 378	16
17	Autres services, sauf les administrations publiques	6 315	6 613	6 931	7 089	7 297	7 711	17
18	Administrations publiques	20 292	21 714	23 214	24 032	25 250	25 938	18
19	**Produit intérieur brut aux prix de base[1]**	**285 329**	**293 767**	**296 317**	**309 059**	**322 983**	**333 782**	**19**

1. Le produit intérieur brut aux prix de base estimé ici sous l'angle de la valeur ajoutée n'est pas égal à celui qui est établi selon les revenus à la ligne 15 du tableau 2.1, même si selon le concept, ils devraient être égaux.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 3.2
Rémunération des salariés, par activité économique, Québec, 2007-2012

	Activité économique	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 701	1 875	1 958	1 817	1 956	2 057	01
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 004	1 171	1 182	1 405	1 828	2 223	02
03	Services publics	2 825	2 945	2 963	3 078	3 088	3 144	03
04	Construction	9 222	10 314	10 902	12 047	12 992	14 319	04
05	Fabrication	27 398	26 655	25 213	25 897	27 404	27 810	05
06	Commerce de gros	9 321	9 518	9 464	9 746	10 164	10 394	06
07	Commerce de détail	11 400	11 823	11 931	12 328	12 808	13 095	07
08	Transport et entreposage	8 130	8 123	7 611	7 654	7 952	8 177	08
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	4 233	4 585	4 405	4 534	5 011	5 191	09
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	13 399	14 184	14 113	14 551	15 462	16 319	10
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	9 210	10 212	10 145	10 523	10 988	11 400	11
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	5 020	5 544	5 583	5 791	6 044	6 249	12
13	Services d'enseignement	13 111	13 350	13 896	14 200	14 752	15 378	13
14	Soins de santé et assistance sociale	15 914	16 300	16 929	17 373	18 062	18 676	14
15	Arts, spectacles et loisirs	1 641	1 710	1 745	1 795	1 861	1 949	15
16	Hébergement et services de restauration	4 769	5 063	5 147	5 327	5 575	5 767	16
17	Autres services, sauf les administrations publiques	4 647	4 957	5 133	5 318	5 548	5 748	17
18	Administrations publiques	13 845	14 572	15 452	15 671	16 295	16 521	18
19	**Total**	**156 790**	**162 901**	**163 774**	**169 059**	**177 789**	**184 418**	**19**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 3.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers, Québec, 2007-2012

	Activité économique	2007	2008	2009	2010	2011[e]	2012[e]	
				M$				
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	2 233	1 957	1 901	1 869	2 178	2 217	01
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1 923	2 173	1 501	3 140	3 138	2 375	02
03	Services publics	8 829	9 824	8 823	9 186	9 573	9 477	03
04	Construction	6 185	6 775	6 868	7 267	7 140	8 045	04
05	Fabrication	20 293	19 316	17 784	18 588	18 248	17 687	05
06	Commerce de gros	7 130	6 609	6 706	6 884	8 152	8 673	06
07	Commerce de détail	4 222	4 508	4 471	4 955	4 916	4 957	07
08	Transport et entreposage	3 655	3 610	3 792	4 237	4 765	4 904	08
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	5 292	4 942	5 348	5 540	5 465	5 672	09
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	24 119	24 815	25 883	26 935	27 815	28 557	10
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	2 311	2 323	3 199	3 541	3 489	3 795	11
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2 038	1 884	2 248	2 403	2 489	2 343	12
13	Services d'enseignement	3 650	3 836	3 948	4 019	4 057	4 399	13
14	Soins de santé et assistance sociale	2 489	2 827	3 188	3 259	3 749	4 123	14
15	Arts, spectacles et loisirs	899	887	892	812	757	668	15
16	Hébergement et services de restauration	1 440	1 371	1 391	1 386	1 264	1 501	16
17	Autres services, sauf les administrations publiques	1 149	1 109	1 249	1 189	1 140	1 343	17
18	Administrations publiques	6 447	7 143	7 761	8 361	8 955	9 416	18
19	**Total**	**104 303**	**105 909**	**106 955**	**113 569**	**117 292**	**120 151**	**19**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 3.4

Revenu mixte net, agricole et non agricole, loyers compris, par activité économique, Québec, 2007-2012

	Activité économique	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	749	668	617	676	742	768	01
02	Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	5	7	5	10	8	10	02
03	Services publics	–	–	–	–	–	–	03
04	Construction	1 489	1 702	1 979	2 178	2 314	2 412	04
05	Fabrication	145	140	139	135	147	148	05
06	Commerce de gros	162	159	152	152	153	161	06
07	Commerce de détail	894	940	804	800	745	776	07
08	Transport et entreposage	300	306	296	304	328	339	08
09	Industrie de l'information et industrie culturelle	115	129	116	112	147	153	09
10	Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	11 455	11 767	12 302	12 709	13 649	14 411	10
11	Services professionnels, scientifiques et techniques	2 802	2 903	2 835	2 931	3 185	3 266	11
12	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	488	521	538	561	572	588	12
13	Services d'enseignement	52	52	52	58	80	86	13
14	Soins de santé et assistance sociale	4 719	4 755	4 841	4 844	4 796	5 010	14
15	Arts, spectacles et loisirs	241	257	254	276	321	354	15
16	Hébergement et services de restauration	99	102	109	104	103	109	16
17	Autres services, sauf les administrations publiques	519	547	550	582	610	620	17
18	Administrations publiques	–	–	–	–	–	–	18
19	**Total**	**24 236**	**24 957**	**25 587**	**26 430**	**27 901**	**29 212**	**19**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Chapitre 4

LES TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le 19 novembre 2012, Statistique Canada a publié une révision historique des comptes économiques provinciaux. Cependant, la publication des tableaux détaillés portant sur les administrations publiques au niveau provincial a été temporairement suspendue.

L'Institut de la statistique du Québec a donc entrepris la production des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques au Québec. Bien que les estimations soient cohérentes avec l'ensemble des données publiées à ce jour par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec, elles sont sujettes à être révisées pour l'ensemble des années présentées, lorsque Statistique Canada publiera les tableaux détaillés des administrations publiques dans les comptes économiques provinciaux.

Tableau 4.1

Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques, Québec, 2007-2012

	Recettes et dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Recettes**	**127 392**	**129 369**	**127 348**	**133 143**	**140 872**	**146 292**	**01**
	Impôts directs en provenance :							
02	Des particuliers	41 523	41 244	39 770	41 365	44 371	47 312	02
03	Des sociétés et des entreprises publiques	10 180	9 963	9 709	10 187	11 101	10 637	03
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	1 684	1 903	1 436	1 460	1 445	1 519	04
05	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	15 496	16 767	17 316	18 701	19 090	20 359	05
06	Impôts indirects	43 676	43 577	44 015	46 109	48 739	50 983	06
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	3 576	3 746	4 113	4 418	4 523	4 605	07
08	Transferts courants en provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	516	476	535	516	565	580	08
09	Revenus de placement	10 741	11 693	10 455	10 386	11 039	10 297	09
10	**Dépenses courantes**	**135 624**	**141 412**	**149 192**	**154 920**	**160 358**	**165 080**	**10**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	69 421	71 949	77 696	80 663	83 592	86 347	11
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	36 229	38 935	41 319	42 460	43 856	45 780	12
13	Aux entreprises	6 288	6 730	7 464	8 179	8 170	8 209	13
14	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	3 445	3 851	4 205	4 329	4 372	4 430	14
15	Intérêts sur la dette publique	20 242	19 947	18 508	19 289	20 368	20 314	15
16	**Épargne (ligne 01 moins ligne 10)**	**– 8 232**	**– 12 043**	**– 21 844**	**– 21 777**	**– 19 486**	**– 18 788**	**16**
	Plus :							
17	Consommation de capital fixe	9 849	10 809	11 678	12 312	13 124	13 952	17
18	Transfert net de capitaux	– 210	– 415	– 535	– 645	– 528	– 593	18
	Moins :							
19	Acquisition de capital non financier	12 678	15 050	16 797	17 058	17 170	18 942	19
20	Investissements en capital fixe et en stocks	12 678	15 050	16 797	17 058	17 170	18 942	20
21	Actifs existants	–	–	–	–	–	–	21
	Égal :							
22	**Prêt net**	**– 11 271**	**– 16 699**	**– 27 498**	**– 27 168**	**– 24 060**	**– 24 371**	**22**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.2

Recettes et dépenses de l'administration fédérale, Québec, 2007-2012

	Recettes et dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Recettes**	**42 870**	**41 681**	**39 856**	**40 993**	**43 137**	**44 554**	01
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	18 796	19 104	18 535	18 926	20 218	21 274	02
03	Des sociétés et des entreprises publiques	6 703	5 857	5 621	5 836	6 127	5 849	03
04	Des non-résidents (retenues fiscales)	1 684	1 903	1 436	1 460	1 445	1 519	04
05	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	3 293	3 186	3 203	3 256	3 491	3 765	05
06	Impôts indirects	10 000	9 177	9 044	9 410	9 554	9 758	06
07	Autres transferts courants en provenance des particuliers	11	22	21	46	19	11	07
08	Revenus de placement	1 717	1 792	1 335	1 413	1 600	1 663	08
09	Transferts courants des administrations provinciales	666	640	662	646	684	715	09
10	**Dépenses courantes**	**50 222**	**53 791**	**54 892**	**60 296**	**61 646**	**60 815**	10
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	10 363	10 514	12 675	13 377	13 868	13 761	11
	Transferts courants :							
12	Aux particuliers	16 774	17 357	18 794	19 291	19 612	20 269	12
13	Aux entreprises	829	999	1 168	1 326	1 293	1 199	13
14	A l'administration provinciale	13 585	15 253	14 208	17 873	18 387	17 547	14
15	Aux administrations locales	576	1 833	846	972	935	925	15
16	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	729	848	1 057	1 071	1 022	983	16
17	Intérêts sur la dette publique	7 367	6 987	6 144	6 387	6 530	6 130	17
18	**Épargne (ligne 01 moins ligne 10)**	**– 7 352**	**– 12 110**	**– 15 036**	**– 19 303**	**– 18 510**	**– 16 261**	18
	Plus :							
19	Consommation de capital fixe	1 194	1 246	1 341	1 446	1 585	1 721	19
20	Transferts nets de capitaux	..	..	..	..	..	..	20
	Moins :							
21	Acquisition de capital non financier	1 212	1 356	1 589	1 096	971	932	21
22	Investissements en capital fixe	1 204	1 340	1 587	1 104	980	902	22
23	Stock	8	16	2	– 8	– 9	30	23
24	Actifs existants	–	–	–	–	–	–	24
	Égal :							
25	**Prêt net**	**– 7 370**	**– 12 220**	**– 15 284**	**– 18 953**	**– 17 895**	**– 15 472**	25

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.3

Recettes et dépenses courantes de l'administration provinciale, Québec, 2007-2012

	Recettes et dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Recettes**	**78 223**	**81 269**	**79 460**	**85 509**	**91 671**	**93 555**	**01**
	Impôts directs en provenance							
02	Des particuliers	22 727	22 140	21 235	22 439	24 153	26 038	02
03	Des sociétés et des entreprises publiques	3 477	4 106	4 088	4 351	4 974	4 788	03
04	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	3 545	3 659	3 894	4 006	4 465	4 650	04
05	Impôts indirects	23 636	23 777	24 073	24 910	27 365	29 186	05
06	Autres transferts courants en provenance des particuliers	3 197	3 410	3 653	3 882	4 051	4 150	06
07	Transferts courants en provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	516	476	535	516	565	580	07
08	Revenus de placement	7 464	8 363	7 684	7 425	7 599	6 504	08
	Transferts courants en provenance :							
09	De l'administration fédérale	13 585	15 253	14 208	17 873	18 387	17 547	09
10	Des administrations locales	76	85	90	107	112	112	10
11	**Dépenses courantes**	**79 394**	**81 564**	**85 404**	**88 840**	**92 502**	**95 989**	**11**
12	Dépenses courantes nettes en biens et services	39 656	40 416	42 360	44 069	45 525	47 659	12
	Transferts courants :							
13	Aux particuliers	10 618	11 224	12 570	12 809	13 470	14 096	13
14	Aux entreprises	4 871	5 072	5 591	6 126	6 124	6 257	14
15	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	2 403	2 638	2 764	2 855	2 946	3 031	15
16	À l'administration fédérale	666	640	662	646	684	715	16
17	Aux administrations locales	9 606	9 905	10 394	10 764	11 207	11 328	17
18	Intérêts sur la dette publique	11 574	11 669	11 063	11 571	12 546	12 903	18
19	**Épargne (ligne 01 moins ligne 11)**	**– 1 171**	**– 295**	**– 5 944**	**– 3 331**	**– 831**	**– 2 434**	**19**
	Plus :							
20	Consommation de capital fixe	5 407	5 935	6 428	6 784	7 295	7 846	20
21	Transferts nets de capitaux	– 210	– 415	– 535	– 645	– 528	– 593	21
	Moins :							
22	Acquisition de capital non financier	7 453	8 793	9 637	10 235	11 148	11 723	22
23	Investissements en capital fixe	7 453	8 793	9 637	10 235	11 148	11 723	23
24	Actifs existants	–	–	–	–	–	–	24
	Égal :							
25	**Prêt net**	**– 3 427**	**– 3 568**	**– 9 688**	**– 7 426**	**– 5 212**	**– 6 904**	**25**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.4

Recettes et dépenses courantes des administrations locales, Québec, 2007-2012

	Recettes et dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Recettes**	**20 987**	**23 058**	**22 970**	**24 416**	**24 829**	**25 143**	**01**
02	Impôts indirects	10 040	10 623	10 898	11 789	11 820	12 039	02
03	Transferts courants en provenance des particuliers	368	314	439	490	453	444	03
04	Revenus de placement	397	383	393	401	414	407	04
	Transferts courants en provenance :							
05	De l'administration fédérale	576	1 833	846	972	935	925	05
06	De l'administration provinciale	9 606	9 905	10 394	10 764	11 207	11 328	06
07	**Dépenses courantes**	**21 665**	**24 434**	**25 212**	**25 863**	**26 815**	**27 502**	**07**
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	19 312	20 935	22 567	23 122	24 100	24 823	08
	Transferts courants :							
09	Aux entreprises	588	659	705	727	753	753	09
10	Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	313	365	384	403	405	416	10
11	À l'administration provinciale	76	85	90	107	112	112	11
12	Aux particuliers	75	1 099	165	173	154	117	12
13	Intérêts sur la dette publique	1 301	1 291	1 301	1 331	1 292	1 281	13
14	**Épargne (ligne 01 moins ligne 07)**	**– 678**	**– 1 376**	**– 2 242**	**– 1 447**	**– 1 986**	**– 2 359**	**14**
	Plus :							
15	Consommation de capital fixe	3 248	3 628	3 909	4 082	4 244	4 385	15
16	Transferts nets de capitaux	..	..	..	..	..	..	16
	Moins :							
17	Acquisition de capital non financier	4 014	4 902	5 571	5 727	5 052	6 287	17
18	Investissements en capital fixe	4 014	4 902	5 571	5 727	5 052	6 287	18
19	Actifs existants	–	–	–	–	–	–	19
	Égal :							
20	**Prêt net**	**– 1 444**	**– 2 650**	**– 3 904**	**– 3 093**	**– 2 794**	**– 4 260**	**20**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.5

Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, Québec, 2007-2012

	Recettes et dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
	Recettes							
01	**Régime de pensions du Canada**	**80**	**83**	**90**	**93**	**101**	**108**	**01**
02	Cotisations au régime	65	68	77	80	85	89	02
03	Revenus de placement	15	15	13	13	16	19	03
04	**Régime de rentes du Québec**	**9 741**	**10 994**	**11 172**	**12 493**	**12 459**	**13 560**	**04**
05	Cotisations au régime	8 593	9 854	10 142	11 359	11 049	11 855	05
06	Revenus de placement	1 148	1 140	1 030	1 134	1 410	1 705	06
	Dépenses courantes							
07	**Régime de pensions du Canada**	**106**	**111**	**120**	**127**	**134**	**140**	**07**
08	Dépenses courantes nettes en biens et services	–	–	–	–	–	–	08
09	Transferts courants aux particuliers	106	111	120	127	134	140	09
10	**Régime de rentes du Québec**	**8 746**	**9 228**	**9 764**	**10 155**	**10 585**	**11 262**	**10**
11	Dépenses courantes nettes en biens et services	90	84	94	95	99	104	11
12	Transferts courants aux particuliers	8 656	9 144	9 670	10 060	10 486	11 158	12
	Épargne[1]							
13	**Régime de pensions du Canada (ligne 01 moins ligne 07)**	**– 26**	**– 28**	**– 30**	**– 34**	**– 33**	**– 32**	**13**
14	**Régime de rentes du Québec (ligne 04 moins ligne 10)**	**995**	**1 766**	**1 408**	**2 338**	**1 874**	**2 298**	**14**

1. Dans le cas des régimes de pensions, l'épargne est égale au prêt net sur la base des comptes économiques.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.6

Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques, Québec, 2007-2012

Impôts		2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Administration fédérale**	**22 100**	**22 312**	**21 759**	**22 228**	**23 728**	**25 050**	**01**
02	Impôts directs – particuliers	18 796	19 104	18 535	18 926	20 218	21 274	02
03	Impôts sur le revenu	18 796	19 104	18 535	18 926	20 218	21 274	03
04	Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	–	–	–	–	–	–	04
05	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	3 293	3 186	3 203	3 256	3 491	3 765	05
06	Cotisations des employeurs et des salariés à l'assurance-emploi	3 293	3 186	3 203	3 256	3 491	3 765	06
07	Autres transferts courants des particuliers à l'administration fédérale	11	22	21	46	19	11	07
08	**Administration provinciale**	**29 469**	**29 209**	**28 782**	**30 327**	**32 669**	**34 838**	**08**
09	Impôts directs – particuliers	22 727	22 140	21 235	22 439	24 153	26 038	09
10	Impôts sur le revenu	22 727	22 140	21 235	22 439	24 153	26 038	10
11	Droits successoraux	–	–	–	–	–	–	11
12	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale	3 545	3 659	3 894	4 006	4 465	4 650	12
13	Cotisations des employeurs aux caisses d'indemnisation des accidents du travail	2 313	2 315	2 382	2 383	2 672	2 722	13
14	Cotisations aux régimes de l'assurance sociale, autres	1 232	1 344	1 512	1 623	1 793	1 928	14
15	Autres transferts courants des particuliers	3 197	3 410	3 653	3 882	4 051	4 150	15
16	Véhicules automobiles, licences et permis	732	713	749	764	756	803	16
17	Primes d'assurance-hospitalisation et santé	667	762	780	844	912	884	17
18	Divers	1 798	1 935	2 124	2 274	2 383	2 463	18
19	**Administrations locales**	**368**	**314**	**439**	**490**	**453**	**444**	**19**
20	Autres transferts courants des particuliers aux administrations locales	368	314	439	490	453	444	20
21	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de pensions du Canada**	**65**	**68**	**77**	**80**	**85**	**89**	**21**
22	**Cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec**	**8 593**	**9 854**	**10 142**	**11 359**	**11 049**	**11 855**	**22**
23	**Total**	**60 595**	**61 757**	**61 199**	**64 484**	**67 984**	**72 276**	**23**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.7

Impôts directs des sociétés et des entreprises publiques, Québec, 2007-2012

	Impôts	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Administration fédérale (impôts sur le revenu)**	**6 703**	**5 857**	**5 621**	**5 836**	**6 127**	**5 849**	**01**
02	**Administration provinciale**	**3 477**	**4 106**	**4 088**	**4 351**	**4 974**	**4 788**	**02**
03	Impôts sur le revenu	3 385	4 025	4 003	4 258	4 470	4 511	03
04	Impôts sur les bénéfices de l'exploitation minière et forestière	92	81	85	93	504	277	04
05	**Total**	**10 180**	**9 963**	**9 709**	**10 187**	**11 101**	**10 637**	**05**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.8
Impôts indirects sur la production et sur les importations, Québec, 2007-2012

	Impôts	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Administration fédérale**	**10 000**	**9 177**	**9 044**	**9 410**	**9 554**	**9 758**	**01**
02	Impôts sur les facteurs de production	63	65	87	97	99	93	02
03	Impôts sur les produits	9 937	9 112	8 957	9 313	9 455	9 665	03
04	Droits de douane à l'importation	792	845	783	740	795	840	04
05	Droits d'accise	791	809	774	880	774	766	05
06	Taxes d'accise et taxes diverses	8 290	7 393	7 326	7 595	7 808	7 980	06
07	Dont : Taxe sur les produits et services (TPS)	7 076	6 200	6 191	6 517	6 672	6 828	07
08	Taxe sur le transport aérien	50	50	60	84	64	64	08
09	Divers	14	15	14	14	14	15	09
10	**Administration provinciale**	**23 636**	**23 777**	**24 073**	**24 910**	**27 365**	**29 186**	**10**
11	Impôts sur les facteurs de production	8 448	8 210	8 194	8 242	8 666	8 760	11
12	Impôts sur les sociétés (autres que sur les bénéfices)	1 222	836	614	475	377	277	12
13	Véhicules automobiles, licences et permis	360	336	344	352	338	369	13
14	Autres licences, droits et permis	374	399	346	395	418	423	14
15	Taxes diverses sur les ressources naturelles	23	18	16	18	19	18	15
16	Impôts fonciers	–	–	–	–	–	–	16
17	Taxes sur la rémunération	5 068	5 293	5 375	5 590	6 049	6 232	17
18	Divers	1 401	1 328	1 499	1 412	1 465	1 441	18
19	Impôts sur les produits	15 188	15 567	15 879	16 668	18 699	20 426	19
20	Taxes sur les divertissements	23	22	20	11	11	15	20
21	Taxe sur l'essence	1 688	1 635	1 695	1 820	1 983	2 054	21
22	Taxes sur les ventes au détail (boissons alcoolisées et tabac compris)	10 800	11 250	11 444	12 128	13 963	15 602	22
23	Bénéfices de la Société des alcools	767	790	869	911	989	977	23
24	Bénéfices sur jeux	1 495	1 440	1 417	1 356	1 316	1 320	24
25	Divers	415	430	434	442	437	458	25
26	**Administrations locales**	**10 040**	**10 623**	**10 898**	**11 789**	**11 820**	**12 039**	**26**
27	Impôts sur les facteurs de production	9 653	10 226	10 505	11 281	11 419	11 674	27
28	Licences, droits et permis	61	63	61	87	92	94	28
29	Impôts fonciers et mobiliers	9 354	9 903	10 177	10 903	11 033	11 245	29
30	Taxe d'affaires	41	36	29	24	26	26	30
31	Droits des promoteurs	197	224	238	267	268	309	31
32	Divers	–	–	–	–	–	–	32
33	Impôts sur les produits	387	397	393	508	401	365	33
34	Taxes sur les divertissements	–	–	–	–	–	–	34
35	Taxes sur les ventes au détail	–	–	–	–	–	–	35
36	Divers	387	397	393	508	401	365	36
37	**Total des impôts sur les facteurs de production**	**18 164**	**18 501**	**18 786**	**19 620**	**20 184**	**20 527**	**37**
38	**Total des impôts sur les produits**	**25 512**	**25 076**	**25 229**	**26 489**	**28 555**	**30 456**	**38**
39	**Total**	**43 676**	**43 577**	**44 015**	**46 109**	**48 739**	**50 983**	**39**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.9

Revenus de placement des administrations publiques, Québec, 2007-2012

	Revenus	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Administration fédérale**	**1 717**	**1 792**	**1 335**	**1 413**	**1 600**	**1 663**	**01**
02	Intérêts et autres revenus de placement	737	861	651	754	792	782	02
03	Sommes reversées par les entreprises publiques	980	931	683	659	807	881	03
04	**Administration provinciale**	**7 464**	**8 363**	**7 684**	**7 425**	**7 599**	**6 504**	**04**
05	Intérêts et autres revenus de placement	4 872	5 374	4 716	4 794	4 825	4 999	05
06	Sommes reversées par les entreprises publiques	2 095	2 252	2 172	1 886	1 958	645	06
07	Redevances	497	737	796	745	816	860	07
08	**Administrations locales**	**397**	**383**	**393**	**401**	**414**	**407**	**08**
09	Intérêts et autres revenus de placement	337	320	329	332	340	330	09
10	Sommes reversées par les entreprises publiques	60	63	64	69	74	76	10
11	**Régime de pensions du Canada**	**15**	**15**	**13**	**13**	**16**	**19**	**11**
12	**Régime de rentes du Québec**	**1 148**	**1 140**	**1 030**	**1 134**	**1 410**	**1 705**	**12**
13	**Total**	**10 741**	**11 693**	**10 455**	**10 386**	**11 039**	**10 297**	**13**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.10

Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques, Québec, 2007-2012

	Dépenses	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Administration fédérale**	**11 575**	**11 870**	**14 264**	**14 473**	**14 839**	**14 693**	**01**
02	Dépenses courantes nettes en biens et services	10 363	10 514	12 675	13 377	13 868	13 761	02
03	Rémunération des salariés	5 950	6 306	7 086	6 983	7 467	7 205	03
04	Autres achats de biens et services	4 413	4 208	5 589	6 394	6 401	6 556	04
05	Investissements en capital fixe et en stocks	1 212	1 356	1 589	1 096	971	932	05
06	**Administration provinciale[1]**	**47 199**	**49 293**	**52 091**	**54 399**	**56 772**	**59 486**	**06**
07	Dépenses courantes nettes en biens et services	39 746	40 500	42 454	44 164	45 624	47 763	07
08	Rémunération des salariés	20 995	21 516	22 168	22 611	23 232	24 251	08
09	Autres achats de biens et services	18 751	18 984	20 286	21 553	22 392	23 512	09
10	Investissements en capital fixe	7 453	8 793	9 637	10 235	11 148	11 723	10
11	**Dont : Santé et services sociaux**	**18 413**	**18 017**	**19 071**	**19 267**	**20 433**	**21 514**	**11**
12	Dépenses courantes nettes en biens et services	17 166	16 566	17 424	17 696	18 374	19 114	12
13	Rémunération des salariés	12 339	12 505	12 931	13 149	13 629	14 140	13
14	Autres achats de biens et services	4 828	4 061	4 493	4 547	4 745	4 974	14
15	Investissements en capital fixe	1 247	1 451	1 647	1 571	2 059	2 400	15
16	**Dont : Éducation**	**8 650**	**8 943**	**9 191**	**9 398**	**9 801**	**9 892**	**16**
17	Dépenses courantes nettes en biens et services	5 596	5 866	6 237	6 279	6 459	6 697	17
18	Rémunération des salariés	3 363	3 513	3 772	3 842	3 999	4 145	18
19	Autres achats de biens et services	2 233	2 353	2 465	2 437	2 460	2 552	19
20	Investissements en capital fixe	3 054	3 077	2 954	3 119	3 342	3 195	20
21	**Administrations locales**	**23 326**	**25 837**	**28 138**	**28 849**	**29 152**	**31 110**	**21**
22	Dépenses courantes nettes en biens et services	19 312	20 935	22 567	23 122	24 100	24 823	22
23	Rémunération des salariés	12 248	12 522	13 056	13 387	13 965	14 605	23
24	Autres achats de biens et services	7 064	8 413	9 511	9 735	10 135	10 218	24
25	Investissements en capital fixe	4 014	4 902	5 571	5 727	5 052	6 287	25
26	**Dont : Commissions scolaires**	**10 329**	**10 676**	**10 862**	**11 099**	**11 322**	**11 780**	**26**
27	Dépenses courantes nettes en biens et services	9 651	9 843	9 993	10 168	10 405	10 753	27
28	Rémunération des salariés	7 438	7 466	7 794	7 886	8 216	8 638	28
29	Autres achats de biens et services	2 213	2 377	2 199	2 282	2 189	2 115	29
30	Investissements en capital fixe	678	833	869	931	917	1 027	30
31	**Total**	**82 099**	**86 999**	**94 493**	**97 721**	**100 762**	**105 289**	**31**

1. Incluant le Régime de rentes du Québec.

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.11

Transferts des administrations publiques aux particuliers, Québec, 2007-2012

	Transferts	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Administration fédérale**	**16 774**	**17 357**	**18 794**	**19 291**	**19 612**	**20 269**	**01**
02	Allocations familiales et aux jeunes	45	45	44	46	44	47	02
03	Prestation fiscale et crédit d'impôt pour enfant	2 175	2 252	2 240	2 302	2 312	2 321	03
04	Prestation universelle pour la garde d'enfants	545	561	582	599	611	618	04
05	Pensions, Première et Seconde Guerre mondiale	205	206	205	203	202	198	05
06	Allocations aux anciens combattants	57	73	79	95	99	108	06
07	Taxes sur les produits et services – crédit	961	997	1 053	1 144	1 248	1 278	07
08	Prestations d'assurance-emploi	3 214	3 205	4 044	3 981	3 620	3 539	08
09	Paiements de la caisse de sécurité de la vieillesse	8 597	9 081	9 501	9 782	10 362	11 020	09
10	Bourses d'études et subventions à la recherche	242	252	240	246	250	244	10
11	Transferts divers et autres	733	685	806	893	864	896	11
12	**Administration provinciale**	**10 618**	**11 224**	**12 570**	**12 809**	**13 470**	**14 096**	**12**
13	Bénéfices d'assurance sociale, assurance contre les accidents du travail	1 513	1 572	1 624	1 606	1 614	1 637	13
14	Bénéfices d'assurance sociale, autres	1 452	1 561	1 649	1 702	1 732	1 803	14
15	Aide sociale – maintien du revenu	2 369	2 368	2 460	2 483	2 493	2 484	15
16	Aide sociale – autres	322	369	331	331	325	333	16
17	Transferts divers	4 962	5 354	6 506	6 687	7 306	7 839	17
18	**Administrations autochtones**	**75**	**1 099**	**165**	**173**	**154**	**117**	**18**
19	**Administrations locales**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**19**
20	**Régime de pensions du Canada**	**106**	**111**	**120**	**127**	**134**	**140**	**20**
21	**Régime de rentes du Québec**	**8 656**	**9 144**	**9 670**	**10 060**	**10 486**	**11 158**	**21**
22	**Total**	**36 229**	**38 935**	**41 319**	**42 460**	**43 856**	**45 780**	**22**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.12

Subventions des administrations publiques, Québec, 2007-2012

Transferts	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
			M$				
01 Administration fédérale	**829**	**999**	**1 168**	**1 326**	**1 293**	**1 199**	**01**
02 Subventions sur les facteurs de production	5	5	3	65	65	65	02
03 Subventions sur les produits	824	994	1 165	1 261	1 228	1 134	03
04 Subventions à l'agriculture	8	8	4	2	1	2	04
05 Autres subventions	701	980	1 219	1 320	1 215	1 058	05
06 Ajustement à une base d'exercice	115	6	– 58	– 61	12	74	06
07 Administration provinciale	**4 871**	**5 072**	**5 591**	**6 126**	**6 124**	**6 257**	**07**
08 Subventions sur les facteurs de production	1 318	1 390	1 447	2 236	1 854	1 765	08
09 Subventions sur les produits	3 553	3 682	4 144	3 890	4 270	4 492	09
10 Subventions à l'agriculture	1 126	1 085	1 052	615	654	768	10
11 Autres subventions	2 357	2 728	3 108	3 357	3 585	3 750	11
12 Ajustement à une base d'exercice	70	– 131	– 16	– 82	31	– 26	12
13 Administrations locales	**588**	**659**	**705**	**727**	**753**	**753**	**13**
14 Subventions sur les produits	588	659	705	727	753	753	14
15 Total des subventions	**6 288**	**6 730**	**7 464**	**8 179**	**8 170**	**8 209**	**15**
16 Subventions sur les facteurs de production	1 323	1 395	1 450	2 301	1 919	1 830	16
17 Subventions sur les produits	4 965	5 335	6 014	5 878	6 251	6 379	17

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 4.13
Transferts entre administrations publiques, Québec, 2007-2012

	Transferts	2007	2008	2009	2010	2011	2012[p]	
				M$				
01	**Administration fédérale**	**14 161**	**17 086**	**15 054**	**18 845**	**19 322**	**18 472**	**01**
02	À l'administration provinciale	13 585	15 253	14 208	17 873	18 387	17 547	02
03	Accords fiscaux	6 794	7 967	6 359	8 503	8 276	7 492	03
04	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	4 639	5 014	5 346	5 680	5 969	6 189	04
05	Autres transferts courants à l'administration provinciale	2 152	2 272	2 503	3 691	4 142	3 866	05
06	Aux administrations locales	576	1 833	846	972	935	925	06
07	**Administration provinciale**	**10 272**	**10 545**	**11 056**	**11 410**	**11 891**	**12 043**	**07**
08	Aux administrations locales	9 606	9 905	10 394	10 764	11 207	11 328	08
09	Commissions scolaires	7 827	7 918	8 161	8 203	8 915	8 836	09
10	Transferts de nature générale	1 779	1 987	2 233	2 561	2 292	2 492	10
11	À l'administration fédérale	666	640	662	646	684	715	11
12	**Administrations locales**	**76**	**85**	**90**	**107**	**112**	**112**	**12**
13	À l'administration provinciale	76	85	90	107	112	112	13
14	**Total**	**24 509**	**27 716**	**26 200**	**30 362**	**31 325**	**30 627**	**14**

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Annexe 1
Cadre général des comptes économiques

La révision historique de décembre 1997

Le 12 décembre 1997, Statistique Canada (SC) a diffusé la version révisée des Comptes économiques nationaux concernant la période de 1961 à 1997. La diffusion des Comptes économiques provinciaux de la période de 1992 à 1997, modifiés également, a pour sa part eu lieu le 15 mai 1998 en fonction de la révision effectuée par SC.

Comme SC l'a exprimé, cette révision vise trois objectifs[1]. Le premier est d'assurer la conformité du Système des comptes nationaux (SCN) canadiens avec les nouvelles normes internationales de la comptabilité nationale, comme elles sont consignées dans le document[2] intitulé Système de comptabilité nationale, 1993 – aussi appelé SCN 1993 – préparé sous l'égide des Nations unies et publié conjointement en 1993 par la Banque mondiale, la Commission des communautés européennes, le Fonds monétaire international, les Nations unies et l'OCDE. Le deuxième objectif de SC est de ramener les estimations en prix constants et les indices de prix à la nouvelle année de base, qui était alors 1992 = 100. Le troisième objectif, enfin, consiste à incorporer au SCN canadien des révisions statistiques provenant de nouvelles sources d'information, de données déjà corrigées, mais dont les révisions n'étaient pas encore prises en compte, ou encore résultant d'une intégration désormais accrue des composantes du SCN canadien.

L'incidence de cette révision sur les comptes économiques du Québec se traduit principalement par la disparition de quelques variables, le changement de nom de certaines autres et l'apparition de quelques-unes jusque-là inédites, ainsi que par la suppression de deux tableaux. L'un de ces tableaux, sur les recettes et dépenses des hôpitaux, disparaît complètement, car les données relatives aux hôpitaux sont désormais intégrées à celles de l'administration publique provinciale; le deuxième tableau, qui présentait les autres transferts des particuliers aux administrations publiques, est désormais fusionné avec celui qui porte sur les impôts directs des particuliers, pour former le nouveau tableau 5.6. Le nombre total des tableaux des chapitres 2 à 6 passe donc de 49 à 48.

Les révisions faites en novembre 2001

Statistique Canada a instauré trois révisions importantes à l'automne 2001. La première est le changement d'année de base pour les données en dollars constants et les indices implicites de prix; la nouvelle année de base est 1997 = 100. Les taux de croissance des années 1981 à 1996 ne s'en trouvent pas modifiés.

La deuxième révision consiste à traiter les dépenses en logiciels comme des investissements plutôt que comme des dépenses courantes; elle a des effets sur certaines variables des tableaux 2.1, 2.2 et 2.3. Dans le tableau 2.1, les bénéfices des entreprises et les provisions pour consommation de capital sont révisés à la hausse, en raison de cette modification. Dans les tableaux 2.2 et 2.3, les dépenses en capital des administrations publiques et des entreprises s'en trouvent augmentées, alors que les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services sont revues à la baisse.

Enfin, en troisième lieu, le concept de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs est remplacé par celui de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base, pour assurer la conformité avec les normes internationales. Ce mode d'évaluation signifie que le produit intérieur (ou revenu) net se définit comme le revenu perçu par les producteurs pour la production ou la vente des biens et services, moins les impôts indirects nets sur ces produits (c'est-à-dire diminué des subventions à recevoir sur lesdits produits).

Pour cette raison, l'ancien poste du tableau 2.1, qui s'appelait « impôts indirects moins subventions », est désormais fractionné en deux composantes : les « impôts moins subventions sur les facteurs de production » et les « impôts moins subventions sur les produits ». La première inclut notamment les cotisations sociales, les taxes foncières, les taxes sur la masse salariale et les subventions à la formation de la main-d'œuvre; la seconde comprend, entre autres, les taxes d'accise, les taxes de vente sur les produits et services, ainsi que les subventions à la production de biens et services.

1. Statistique Canada, note sur le site Web.
2. La version française de ce document porte le numéro ISBN 92-1-261143-5.

La révision effectuée en novembre 2002

Statistique Canada a étendu aux Comptes économiques provinciaux (CEP) la mesure du produit intérieur brut (PIB) réel selon les dépenses, déjà adoptée en mai 2001 dans les comptes canadiens trimestriels des revenus et dépenses. Cette mesure fait appel à la formule de l'indice Fisher[3], enchaîné trimestriellement dans les comptes canadiens, mais annuellement dans les CEP.

Le recours à cette méthode produit la mesure la plus précise de la croissance du PIB et de ses composantes d'une période à l'autre; il permet aussi la comparaison avec les comptes des revenus et des produits des États-Unis, qui utilisent également les indices en chaîne.

La méthode antérieure de déflation utilisait des indices de type Laspeyres. Les indices Laspeyres sont à pondération fixe et les poids sont ceux de l'année de base. L'enchaînement se fait en changeant périodiquement l'année de base, soit à des intervalles variant entre 5 et 10 ans. Toutefois, cette formule tend à surestimer la croissance, et ce biais prend plus d'importance si des changements technologiques importants font baisser les prix d'un secteur de l'économie par rapport aux autres, comme ce fut le cas avec l'expansion rapide des technologies de l'information et des communications (TIC). À l'opposé, l'indice de type Paasche, dont les pondérations sont celles de la période courante, génère un biais inverse, car il tend à sous-estimer la croissance.

L'indice de type Fisher est la moyenne géométrique des indices Laspeyres et Paasche; il génère donc une estimation du PIB comprise entre celles des deux autres. L'indice Fisher est la mesure la plus proche de celle qui serait produite par un indice dont les pondérations changeraient continuellement.

La révision historique de novembre 2012

Le 19 novembre 2012, Statistique Canada a publié une version révisée des comptes économiques provinciaux conforme à la nouvelle présentation des comptes économiques nationaux mise en œuvre plus tôt dans l'année. En plus de changer l'année de référence pour 2007 dans les estimations en termes réels, plusieurs changements conceptuels ont également été introduits afin de se rapprocher des normes internationales.

Un nouveau secteur institutionnel est créé, celui des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), qui était auparavant confondu avec le secteur des ménages. Les coopératives de crédit, les sociétés d'assurance-vie, les régimes de placements collectifs et les amicales, autrefois classées comme ISBLSM, feront dorénavant partie des sociétés financières. Ces distinctions permettent d'avoir un secteur des ménages plus épuré, et amène un changement de l'épargne. Dans cette optique, le concept de revenu personnel disponible est remplacé par le revenu disponible des ménages, présenté dans le compte courant des ménages.

Dans l'approche revenu, l'introduction du concept d'excédent d'exploitation regroupe les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placement et l'ajustement de la valeur des stocks. Les estimations de consommation de capital fixe, autrefois libellée provision pour consommation de capital, sont également harmonisées entre les différents secteurs, en utilisant le coût de remplacement par amortissement géométrique pour l'ensemble des composantes.

Du côté des dépenses, les dépenses en recherche-développement, qui constituaient auparavant une dépense de consommation intermédiaire, sont dorénavant capitalisées et contribuent à la formation brute de capital fixe.

Les révisions concernant la qualité des données prennent plusieurs formes. Le revenu mixte net non agricole est révisé en fonction d'une nouvelle source de données, provenant de l'Agence du revenu du Canada, ainsi que par une réévaluation de l'estimation de l'économie clandestine. L'estimation des dividendes perçus par le secteur des ménages, autrefois obtenue de manière résiduelle, est maintenant obtenue grâce à l'apport de données administratives et d'un rapprochement matriciel entre les intérêts et dividendes versés et reçus par instrument et par secteur. Les estimations repères du revenu de travail sont modifiées en raison de la révision des hypothèses sous-jacentes aux corrections apportées aux données administratives.

Les estimations par secteur institutionnel sont améliorées, en raison de l'apport de nouvelles sources de données administratives. Les indices de prix du commerce international sont également revus, à la lumière du nouveau Programme des indices de prix des exportations et des importations, où les données sont obtenues directement auprès des importateurs et des exportateurs. Les dépenses de voyage reflètent dorénavant les multiples changements passés apportés à l'*Enquête sur les voyages des résidants du Canada*. De plus, les dépenses de séjours d'études et

3. Statistique Canada, note sur le site Web.

de traitements médicaux hors pays passent de la catégorie des dépenses intérieures aux dépenses de voyages, c.-à-d. aux importations et aux exportations de services.

L'estimation des dépenses personnelles en véhicules d'occasion est estimée à partir d'un nouveau modèle, qui prend en compte la nouvelle réalité de l'exportation de véhicules de retour de location. Finalement, un nouveau module de l'enquête unifiée auprès des entreprises (et un échantillon augmenté), juxtaposé à l'intégration de données administratives sur le commerce de services intra société, bonifie l'estimation des importations et des exportations de services.

La ventilation des échanges extérieurs entre biens et services

À compter de l'édition 2005, SC a réintroduit la ventilation entre biens et services[4] dans les agrégats du commerce extérieur. Toutefois, les échanges de biens et services diffusés dans les CEP suivent les conventions utilisées dans le Système de compatibilité nationale. Il en résulte que le total global des exportations (et des importations) internationales de biens – et celles de services – ne correspond pas aux exportations (ni aux importations) canadiennes de biens – et de services – comme diffusées dans les comptes nationaux trimestriels. En effet, celles-ci suivent les normes et les conventions de la balance des paiements. Par ailleurs, des marges sont attribuées aux divers produits en utilisant les taux de marge provinciaux des tableaux d'entrées-sorties, afin de mieux mesurer les exportations (et les importations) internationales de biens en prix à l'achat pour chacun des produits en valeur nominale. La déflation est réalisée distinctement sur les produits en prix à la production et sur les marges, après quoi les deux quantités ainsi obtenues sont agrégées afin d'obtenir la valeur en termes réels des produits exportés (et importés) en prix à l'achat. Enfin, les échanges interprovinciaux de biens et services sont mesurés en prix à la production.

Le traitement des régimes de retraite de la fonction publique

À compter de la diffusion du premier trimestre 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et, par conséquent, de l'édition 2000 des *Comptes économiques provinciaux*, SC a modifié le traitement des régimes de retraite non autonomes des administrations publiques fédérale et provinciales. Ces régimes font désormais partie du secteur des particuliers et ils sont traités de la même façon que les caisses de retraite autonomes ou en fiducie, alors qu'auparavant, ils faisaient partie du secteur des administrations publiques.

Les cotisations des employeurs et des salariés à ces régimes ne sont plus transférées aux administrations publiques en tant que contributions aux régimes d'assurance sociale, mais elles continuent d'être comptabilisées dans la rubrique « salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail », dans le secteur des particuliers. Par contre, les revenus de placement de ces régimes s'ajoutent aux revenus de placement des particuliers plutôt qu'à ceux des administrations. Enfin, les prestations de retraite versées par ces régimes ne font plus partie des transferts courants des administrations publiques aux particuliers – par le fait même, elles disparaissent du revenu des ménages – mais elles viennent diminuer la richesse personnelle accumulée, laquelle fait partie des comptes de patrimoine et non des comptes des revenus et dépenses. Tous ces changements ont pour effet net l'accroissement de l'épargne, parce qu'ils donnent lieu à une augmentation du revenu des ménages combinée à une réduction des cotisations aux régimes d'assurance sociale.

L'objectif de la comptabilité économique

Dans une économie moderne, une foule d'individus effectuent des opérations dont la complexité et la diversité s'accroissent avec les années. Ces individus ou agents économiques, que l'on nomme « ménages, entreprises, organismes sans but lucratif au service des ménages ou gouvernements », prennent part à des activités de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échange avec l'extérieur. En vue de connaître les liens entre les agents et leurs activités, il faut inscrire leurs opérations à l'intérieur d'un cadre de comptabilité global, tout comme l'industriel suit les opérations de son entreprise grâce à une série d'états financiers. Le besoin de connaître les « allées et venues » des différents agents économiques a donné naissance à la comptabilité économique. L'objectif d'un système de comptabilité est donc la mise en place et le maintien d'un « cadre complet et détaillé pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks d'une économie[5] ». Cependant, l'enregistrement systématique et intégré des activités de millions d'individus n'est pas chose facile. Il faut mettre au point un modèle réduit des activités économiques, afin que les différents agents économiques puissent prendre des décisions plus rapidement et plus facilement. Ainsi, les individus sont classés en agents économiques et les activités sont réparties selon des dénominateurs communs, tels que la consommation et

4. Statistique Canada, p.44-46, novembre 2005 (13-016-XIE)

5. NATIONS UNIES (1968). *Système de comptabilité nationale*, New York, «Études méthodologiques», série F, n° 2, rev. 3.

la production. Ce cadre d'enregistrement des activités économiques doit être le plus complet possible, ce qui oblige à une présentation relativement globale.

La poursuite des travaux sur la comptabilité économique est le fruit de l'expérience de la crise des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux événements ont incité les économistes et les statisticiens à approfondir leurs connaissances des phénomènes économiques, et à améliorer la collecte et l'organisation des données quantitatives. À cet égard, les travaux de John Maynard Keynes ont exercé une influence considérable. Plus près de nous, au cours des années 1960, un groupe d'experts, sous l'égide des Nations unies, a élaboré un système de comptabilité nationale. Ce système a été rapidement implanté dans différents pays, dont le Canada et, par conséquent, au Québec. C'est ce système qui a été révisé en profondeur en 1993 et qui est à la base des données de cette publication.

Le contenu d'un système de comptabilité économique

Le système de comptabilité économique mis au point par les Nations unies se compose de plusieurs milliers de matrices, dont certaines peuvent contenir plusieurs centaines de lignes et de colonnes. Ainsi, tous les renseignements quantitatifs de nature économique trouvent leur place dans le système des Nations unies. L'enregistrement de données statistiques est fait à partir de sept comptes, dont quatre sont des comptes de stocks. La suite de cette section décrit brièvement le contenu d'un système de comptabilité économique.

Dans un territoire donné, il existe des stocks de matières premières (gisements miniers, forêts, terres arables, etc.), des stocks de capitaux (logements, usines, équipement de production, etc.), des stocks monétaires (argent en circulation, réserves d'or, etc.). Ces stocks sont soit possédés par les résidants du territoire, soit détenus par des non-résidants (ailleurs dans le monde). Ces différents stocks sont enregistrés dans les comptes de patrimoine sous l'appellation « actifs et passifs d'ouverture ».

Les agents économiques effectuent des opérations de production, de consommation, d'accumulation de richesse et d'échanges avec le reste du monde. Ces différentes opérations donnent naissance au compte du produit intérieur brut (la production), au compte des revenus et dépenses (la consommation), au compte de capital et de financement (l'accumulation) et au compte de la balance des paiements (échanges avec le reste du monde). Ces quatre comptes, nommés « comptes d'opération », sont les plus connus et ils font partie intégrante de la plupart des systèmes de comptabilité. Ces comptes enregistrent les différentes transactions relatives aux biens et services : les agents économiques produisent des biens et services, ils reçoivent une rémunération et effectuent des dépenses. Enfin, une partie résiduelle est accumulée en vue de grossir les stocks initiaux. À différentes phases de ces opérations, il existe des échanges avec le reste du monde (achats et ventes de matières premières, de produits finis ou semi-finis, importations et exportations de capitaux, etc.).

À la fin d'une période donnée, il y a réévaluation des actifs et des passifs. Ainsi, les créances ont soit diminué, soit augmenté, de même que les stocks de matières premières. Les variations enregistrées dans le compte de réévaluation sont par la suite additionnées ou soustraites des actifs et passifs d'ouverture. Cela donne les actifs et les passifs de clôture que l'on trouve dans les comptes de patrimoine.

Comme nous pouvons le constater, les comptes des revenus et dépenses ne représentent qu'une partie d'un système de comptabilité économique. Cependant, ils demeurent les comptes les mieux connus et les plus utilisés. Ces comptes, ainsi que les autres comptes d'opération, sont produits par un grand nombre de pays, dont le Canada. Les comptes de patrimoine et les comptes de réévaluation ne sont, pour l'instant, que très peu ou pas produits.

Les *Comptes économiques provinciaux des revenus et dépenses*

Historique

Au Québec, les travaux sur la comptabilité économique ont été amorcés en 1966. La première publication, en 1968, portait le nom de *Tableaux types des comptes économiques du Québec, 1946-1968*. En 1970 et en 1972, cette publication a été reprise sous le même titre. Par la suite, deux comités fédéraux-provinciaux ont contribué au développement des *Comptes économiques provinciaux* : le sous-comité fédéral-provincial sur les données économiques, en 1970-1971, et le comité fédéral-provincial sur les *Comptes économiques provinciaux*, formé au printemps 1973. Ce dernier avait le mandat d'élaborer des estimations du produit intérieur brut et de ses emplois, par province, selon les meilleures méthodes possible. Les résultats des travaux de ce comité ont donné naissance à la première publication des *Comptes économiques provinciaux* en 1977[6]. Depuis cette date, SC publie des données sur les comptes économiques par province. Le Québec publie aussi des données sur les comptes économiques. Cependant, la publication du Québec comporte un certain nombre de particularités par

6. STATISTIQUE CANADA (1977). *Comptes économiques provinciaux, 1961-1974*, mai.

rapport à celle de SC, et elle contient des tableaux supplémentaires, notamment ceux des comptes des revenus et dépenses, de capital et de financement par agent économique, et ceux qui portent sur la distribution industrielle du produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants.

Le concept de production intérieure

Les comptes économiques reposent sur le concept de la production intérieure, lequel est au cœur de tout système de comptabilité économique. Ainsi, la production engendre des revenus qui seront dépensés pour l'achat de biens et services, d'où l'influence de la délimitation des frontières géographiques de la production pour les revenus et dépenses.

Le choix du concept de production intérieure dépend en partie d'éléments liés aux opérations : il est plus facile de mesurer la production à l'intérieur d'un territoire donné que de mesurer les revenus que les résidants d'un territoire donné obtiennent grâce à leur participation à une activité économique, quel que soit le lieu où cette activité se déroule. Ainsi, le concept de production intérieure mesure la production des établissements situés dans un territoire donné et les revenus qui découlent de cette production, avant toute redistribution à l'échelle interprovinciale ou internationale. Le choix de ce concept n'élimine pas en soi toutes les difficultés d'estimation, mais il permet de mieux délimiter la production à mesurer. De plus, le concept de production intérieure se rapproche de variables économiques intérieures, telles que l'emploi, le stock de capital, l'investissement, etc.

Pour ces raisons et plusieurs autres, le Système de comptabilité nationale des Nations unies, le Système de comptabilité nationale canadien et, par conséquent, les Comptes économiques provinciaux sont élaborés selon le concept de production intérieure plutôt qu'en fonction de celui de production nationale, bien que ce dernier soit également utilisé.

Les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*

L'objectif principal des *Comptes économiques des revenus et dépenses* est de mesurer la production[7] d'un pays, d'une province ou d'un territoire donné. En ce qui concerne les comptes provinciaux, la production que l'on désire mesurer est la production intérieure. Il existe trois méthodes de mesure, soit la méthode des revenus, la méthode des dépenses et la méthode de la valeur ajoutée. Dans les comptes des revenus et dépenses, on se sert essentiellement des deux premières méthodes pour estimer la production. Ainsi, on utilise la somme des revenus pour mesurer le produit intérieur brut (tableau 2.1) et la somme des ventes finales aux utilisateurs pour mesurer la dépense intérieure brute (tableau 2.2). La troisième méthode, celle de la valeur ajoutée, est peu utilisée dans les comptes des revenus et dépenses. Elle est surtout employée lorsqu'il s'agit de mesurer la production par secteur d'activité (tableau 3.1), et que l'on dispose d'information sur les valeurs brutes de production et les coûts des intrants.

En vue de mesurer la production d'un pays ou d'un territoire donné, il est de première importance de classer et de synthétiser tout le détail des opérations qui ont cours à l'intérieur de ce territoire. Ainsi, il faut non seulement synthétiser une multitude d'opérations économiques individuelles, mais aussi classer ces opérations selon leurs caractéristiques économiques propres. C'est ainsi que l'économie est subdivisée en certains grands regroupements d'agents qui forment les secteurs des sociétés, des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages des administrations publiques et des non-résidents. Le secteur des sociétés regroupe les agents dont la fonction principale est de produire en vue d'un profit (ex. : sociétés financières et non financières, et entreprises gouvernementales). Le secteur des ménages englobe les agents dont les activités sont axées sur la consommation finale. Les institutions sans but lucratif au service des ménages regroupent les organismes privés sans but lucratif tels que les syndicats, les associations professionnelles et les organismes de bienfaisance. Le secteur des administrations publiques regroupe les agents économiques dont l'activité principale est directement liée aux affaires publiques (ex. : les ministères et agences gouvernementales, que ce soit sur le plan fédéral, provincial ou local, et les régimes publics de pension). Enfin, le secteur des non-résidents représente les transactions avec l'extérieur.

Ces agents s'adonnent à trois principaux types d'activité économique : la production, la consommation et la formation de capital. En principe, il serait possible de construire un compte correspondant à chacun de ces trois types fondamentaux d'activité économique, et ce, pour chacune des cinq catégories de secteurs (agents) énumérées précédemment. En pratique, les comptes économiques présentent des comptes des revenus et dépenses par agent économique, de même que des comptes de financement du capital (ou formation de capital). Un seul compte de production est présenté : il s'agit d'un compte pour l'économie tout entière, c'est-à-dire pour les cinq catégories d'agents considérées ensemble. Ces divers comptes décrivent, au

7. La production considérée est la production «nette», c'est-à-dire la production totale moins les intrants intermédiaires nécessaires à la fabrication d'un bien ou d'un service.

sens strict, les composantes des *Comptes économiques des revenus et dépenses*. Généralement, dans les publications relatives aux comptes des revenus et dépenses, on trouve des tableaux sur la répartition industrielle du produit intérieur brut, de même que des tableaux supplémentaires concernant les administrations publiques.

Annexe 2
SOURCES ET PARTICULARITÉS

La présente section décrit les principales sources statistiques des variables apparaissant dans cette publication, de même que les particularités d'un tableau donné par rapport au même tableau des *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* (CEPT) de SC. En vue d'alléger la présentation, les sigles suivants sont utilisés :

SC : Statistique Canada. Les données trimestrielles canadiennes se trouvent dans la publication 13-010-X : *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*; les données annuelles des CEPT apparaissent dans la banque de données CANSIM aux tableaux 384-0037 à 384-0042.

ISQ : Institut de la statistique du Québec.

LES TABLEAUX SOMMAIRES

Tableau 2.1
Produit intérieur brut selon les revenus

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base intérieure et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.7 et 2.12, calculées selon la base nationale.

Le concept de produit intérieur (net ou brut) aux prix de base remplace celui de produit intérieur (net ou brut) au coût des facteurs. Les impôts indirects nets sont scindés en deux composantes, selon qu'ils s'appliquent aux facteurs de production ou aux biens et services.

Tableau 2.2
Produit intérieur brut selon les dépenses

Source : SC.

SC estime les dépenses personnelles en biens et services de consommation sur une base nationale, plutôt que sur une base intérieure. La différence entre les deux concepts est attribuable à la balance touristique (différence entre les dépenses des étrangers au Québec et les dépenses des Québécois à l'étranger). Par conséquent, la demande intérieure totale et la demande intérieure finale se trouvent augmentées ou diminuées d'une valeur égale à la balance touristique, selon que celle-ci soit positive ou négative.

Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Les dépenses en logiciels sont considérées comme des dépenses en capital plutôt que de fonctionnement courant.

Tableau 2.3
Produit intérieur brut réel

Source : SC.

Dans ce tableau, le PIB et ses composantes sont exprimés en termes réels grâce à la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher, dont l'année de base est 2007. Pour ce qui concerne chacune des années, sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement au cours de l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est désormais la méthode officielle de déflation adoptée par SC pour les Comptes économiques provinciaux et territoriaux, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent dorénavant les données officielles du PIB réel et de ses composantes.

Comme au tableau 2.2, les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces canadiennes, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.3A
Produit intérieur brut aux prix de 2007

Source : SC.

Ce tableau présente une estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants, obtenue par la méthode antérieure des indices de prix à pondération fixe. Il est publié ici à titre indicatif seulement, dans le but d'offrir aux utilisateurs une méthode additive d'une mesure de PIB réel. Les variables du commerce extérieur, avec les autres pays et avec les autres provinces, sont ventilées selon les biens et services.

Tableau 2.4
Contribution en pourcentage à la variation du produit intérieur brut réel

Sources : SC et ISQ.

La méthode de déflation à l'aide d'indices de prix en chaîne permet de calculer la contribution, en points de pourcentage, de chaque composante du PIB, et de chaque total partiel, à la variation globale du PIB. Ce tableau est donc en relation avec le tableau 2.3 sur le PIB réel et non avec le tableau 2.3A qui fait appel à la méthode antérieure de déflation.

Tableau 2.5
Indices implicites de prix, produit intérieur brut

Source : SC.

Ces indices sont appelés « implicites » parce qu'ils sont le résultat de la division des valeurs en dollars courants du tableau 2.2 par les valeurs correspondantes en termes réels du tableau 2.3, obtenues par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher.

Les indices implicites de prix des variables du commerce extérieur sont eux aussi ventilés selon les biens et services.

Tableau 2.6
Contribution en pourcentage à la variation des indices implicites de prix

Source : SC.

Tableau 2.7
Compte courant - Ménages

Source : SC.

Les données sur la rémunération des salariés sont estimées sur une base nationale et, de ce fait, diffèrent de celles du tableau 2.1, évaluées selon la base intérieure.

En effet, la rémunération sur une base nationale inclut les salaires versés hors du Québec à des résidants du Québec, mais elle exclut les salaires versés au Québec à des non-résidants. Selon la base intérieure, la rémunération englobe tous les salaires versés sur le territoire du Québec, que ce soit à des résidants ou à des non-résidants.

Comme l'épargne est obtenue de façon résiduelle, elle inclut toutes les erreurs d'estimation. Son interprétation doit donc être faite avec prudence.

Tableau 2.8
Rapport entre le revenu intérieur brut, le revenu intérieur brut et net aux prix de base, le revenu primaire des ménages, le revenu disponible des ménages et l'épargne nette des ménages

Sources : ISQ et SC.

Tableau 2.9
Produit intérieur brut réel, revenu intérieur brut réel, taux de change réel et termes de l'échange

Sources : ISQ et SC.

La mesure du revenu intérieur brut réel permet d'apprécier comment les changements de prix relatifs du commerce extérieur influencent le pouvoir d'achat de la production intérieure.

Le taux de change réel est la différence entre les prix de commerce extérieur et les prix domestiques, alors que les termes de l'échange sont déterminés par la variation de prix des exportations et des importations.

Tableau 2.10
Dépenses de consommation finale des ménages détaillées

Sources : SC.

Tableau 2.11
Dépenses de consommation finale des ménages détaillées aux prix de 2007

Source : SC.

Tableau 2.12
Provenance du revenu des ménages

Sources : ISQ et SC.

Le revenu des ménages présente toutes les sources de revenus que les ménages perçoivent, que ce soit en participant au processus de production, en détenant des actifs nécessaires à la production ou en provenance d'autres secteurs institutionnels.

Tableau 2.13
Utilisation du revenu des ménages

Sources : ISQ et SC.

L'utilisation du revenu des ménages présente comment l'ensemble des revenus est utilisé entre consommation et épargne, incluant les transferts vers d'autres secteurs institutionnels.

LES TABLEAUX SUR LA RÉPARTITION INDUSTRIELLE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE

Les tableaux 3.1 à 3.4 sont élaborés par l'ISQ, soit à partir de l'information obtenue de différentes divisions de SC, soit à partir d'estimations si les données sont manquantes. Ces tableaux ventilent, par secteur d'activité économique, les principales composantes du produit intérieur brut selon la valeur ajoutée.

Tableau 3.1
Produit intérieur brut aux prix de base, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

Aux fins de la présente publication, le tableau 3.1 est la somme des tableaux 3.2, 3.3 et 3.4. Les données qui apparaissent dans ce tableau proviennent de la Division des comptes de l'industrie de SC. Toutefois, à l'aide de méthodes analogues à celles de SC, l'ISQ procède à des estimations afin d'établir, sur une même base, le PIB par secteur des années les plus récentes.

Tableau 3.2
Rémunération des salariés, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

L'information de base provient du tableau CANSIM 382-0006, ainsi que de données supplémentaires obtenues auprès de Statistique Canada qui produit les données sur les cotisations sociales à la charge des employeurs, par agent économique et par activité économique.

Tableau 3.3
Excédent d'exploitation et ajustements divers

Sources : ISQ et SC.

La Division des comptes de l'industrie de SC établit le PIB selon la valeur ajoutée pour ce qui est des secteurs d'activité économique. En soustrayant de ces données la somme des revenus de certains facteurs, tels que la rémunération des salariés et le revenu net des entreprises individuelles agricoles et non agricoles, on obtient les données du tableau 3.3. Quant aux données des années les plus récentes, comme on ne connaît pas directement l'excédent d'exploitation, on estime que son évolution suit celle des indicateurs connexes à chacun des secteurs. Ainsi, dans certains cas, on utilise comme indicateur la valeur ajoutée, la production brute, les expéditions des producteurs, les ventes au détail et, dans d'autres cas, la somme des revenus de certains facteurs. Cependant, ces méthodes requièrent constamment des modifications afin de tenir compte des progrès que connaît la statistique, et des changements survenus dans les données canadiennes qui servent de repères.

Tableau 3.4
Revenu mixte net, agricole et non agricole, loyers compris, par activité économique

Sources : ISQ et SC.

LES TABLEAUX SUPPLÉMENTAIRES SUR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le 19 novembre 2012, Statistique Canada a publié une révision historique des comptes économiques provinciaux. Cependant, la publication des tableaux détaillés portant sur les administrations publiques au niveau provincial a été temporairement suspendue. L'Institut de la statistique du Québec a donc entrepris, à partir de diverses sources d'information, la production des tableaux supplémentaires sur les administrations publiques au Québec.

Bien que les estimations soient cohérentes avec l'ensemble des données publiées à ce jour par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec, elles sont sujettes à être révisées pour l'ensemble des années présentées, lorsque Statistique Canada publiera les tableaux détaillés des administrations publiques dans les comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Dans les nombreux cas de variables pour lesquelles la valeur n'est pas disponible au niveau provincial, cette valeur est estimée à l'aide du taux de croissance annuel de la variable concernée, ou d'une variable apparentée. Les

données compilées dans le cadre des estimations trimestrielles des revenus et dépenses de l'administration provinciale par l'ISQ sont également utilisées.

Tableaux 4.1 à 4.5
Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.6
Impôts directs – particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.7
Impôts directs des sociétés et entreprises publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.8
Impôts indirects

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des divers impôts indirects entre les impôts sur les facteurs de production et les impôts sur les produits.

Tableau 4.9
Revenus de placement des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.10
Dépenses courantes nettes en biens et services et investissements des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Ce tableau présente les dépenses publiques courantes en biens et services ainsi que les investissements des différents niveaux d'administration publique. Les dépenses courantes sont ventilées selon deux composantes : la rémunération des salariés et les autres achats de biens et services. Les montants totaux des dépenses courantes et des investissements proviennent des tableaux 4.1 à 4.4. Seules les dépenses pour d'autres achats de biens et services sont obtenues de façon résiduelle plutôt que par estimation. Les administrations locales incluent les commissions scolaires, conformément aux normes adoptées par SC, mais présentées séparément afin de permettre aux utilisateurs qui le désirent de reconstituer l'ensemble du secteur public de l'éducation au Québec.

Tableau 4.11
Transferts des administrations publiques aux particuliers

Sources : ISQ et SC.

Tableau 4.12
Subventions des administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

La présentation de ce tableau reflète désormais la ventilation des subventions entre celles qui sont attribuables aux facteurs de production et celles qui se rapportent aux produits.

Tableau 4.13
Transferts entre administrations publiques

Sources : ISQ et SC.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Cette publication expose les comptes économiques annuels des revenus et dépenses les plus récents. La présente édition couvre la période de 2007 à 2012.

Les données sont harmonisées avec les tableaux d'entrées-sorties et les indicateurs de la production industrielle.

Trois grandes parties composent ce document :

- au premier chapitre, les faits saillants de la situation économique en 2011 et 2012;
- réparties en trois chapitres, les grandes variables économiques de 2007 à 2012 présentées sous forme de tableaux statistiques;
- décrits en annexe, le cadre général des comptes économiques, les grandes lignes des révisions apportées au système canadien des comptes nationaux, les sources des données et les particularités des tableaux.

En somme, l'économie du Québec exposée dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale.

Institut de la statistique Québec